

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2023/42939]

**9 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement flamand portant clôture de la session 2022-2023 du Parlement flamand****Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- le Décret spécial du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes, article 10, § 3, instauré par le Décret spécial du 20 juin 2008 portant remplacement de l'article 10 du décret spécial du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes.

**Formalité**

La formalité suivante a été remplie :

- l'Inspection des Finances a rendu un avis favorable le 30 mai 2023. Aucun accord budgétaire n'est requis.

**Motivation**

Le présent arrêté est fondé sur les motifs suivants :

- la session ordinaire 2023-2024 du Parlement flamand sera ouverte de plein droit le 25 septembre 2023, soit le quatrième lundi de septembre ;
- la session 2022-2023 du Parlement flamand doit être clôturée par le Gouvernement flamand.

**Cadre juridique**

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- l'ouverture et la clôture de la session ordinaire du Parlement flamand ont lieu conformément à l'article 10, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du Décret spécial du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes, instauré par le Décret spécial du 20 juin 2008 portant remplacement de l'article 10 du décret spécial du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes.

**Initiateur**

Le présent arrêté est proposé par le vice-ministre-président du Gouvernement flamand et ministre flamand de l'Administration intérieure, de la Gouvernance publique, de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** La session 2022-2023 du Parlement flamand est clôturée.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 25 septembre 2023 à 00h00.

**Art. 3.** Le ministre flamand qui a les Affaires intérieures dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juin 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le vice-ministre-président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de l'Administration intérieure, de la Gouvernance publique, de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances,

B. SOMERS

## COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/42240]

**1 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié;

Vu le décret du 27 avril 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 06 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux;

Vu le test genre du 17 mars 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 mars 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mars 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 28 avril 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre en charge des bâtiments scolaires;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° décret : le décret du 27 avril 2023 relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires;
- 2° administration : le service général des infrastructures scolaires subventionnées du Ministère de la Communauté française;
- 3° directeur(ice) général(e) adjoint(e) : le/la fonctionnaire général(e) dirigeant l'administration;
- 4° appel à projets : les appels à projets visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret;
- 5° candidat : tout pouvoir organisateur entrant dans le champ d'application du présent dispositif et déposant une demande de subvention dans le cadre du décret;
- 6° bénéficiaire : les pouvoirs organisateurs de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, de l'enseignement supérieur hors université, de l'enseignement de promotion sociale, des centres psycho-médico-sociaux, des internats ou des homes d'accueil de l'enseignement fondamental, secondaire et du supérieur, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française ayant reçu un accord d'éligibilité;
- 7° service régional : le service déconcentré du Service général des infrastructures scolaires subventionnées;
- 8° plateforme : la plateforme informatique prévue par l'article 3, § 3, du décret sur laquelle les candidats peuvent introduire leur candidature et qui permet aux bénéficiaires de la subvention de déposer les documents requis dans le cadre du présent arrêté pour les étapes visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret;
- 9° arrêté des normes physiques et financières du 6 février 2014 : arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux;
- 10° Ministre : le Ministre en charge des bâtiments scolaires;
- 11° semaine : cycle de sept jours allant du lundi au dimanche.

## CHAPITRE II. — Demande d'accord d'éligibilité

## Section 1. — Modalités d'applications des conditions d'éligibilités prévues à l'article 7 du décret

**Art. 2.** Pour l'application de l'article 7, 4°, du décret, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à privilégier les installations décarbonées dans le cas de placement ou remplacement d'installations de chauffage à l'exclusion de l'énergie fossile telle que le mazout, le charbon ou le gaz comme source de combustible.

Il s'engage à déposer le cahier spécial des charges avec indication des dispositions démontrant le respect des obligations prévues au présent article.

En cas d'impossibilité pour des raisons techniques, le bénéficiaire le justifie par un document motivant cette impossibilité (impact du choix du décarboné sur un ou plusieurs autre(s) bâtiment(s) ne faisant pas l'objet de la candidature et/ou rapport technique complet intégrant un calcul de puissance, le rendement, l'étendue/type d'émetteurs de l'ensemble de l'installation, ...) auprès de l'administration. Il privilégie, dans ce cas, les contrats de fourniture électricité 100% verts, de gaz vert (biogaz) ou de mazout vert à faible teneur en soufre (0,01%, maximum 10 ppm).

En cas d'impossibilité pour des raisons financières significatives, le bénéficiaire le justifie par un document motivant cette impossibilité (description des travaux nécessaires pour rencontrer l'obligation visée au présent article et estimation des coûts de ceux-ci et justification des raisons qui empêche le candidat de supporter ces coûts malgré l'intervention financière du présent mécanisme) auprès de l'administration. Il privilégie, dans ce cas, les contrats de fourniture électricité 100% verts, de gaz vert (biogaz) ou de mazout vert à faible teneur en soufre (0,01%, maximum 10 ppm).

L'administration apprécie cette demande de dérogation en fonction des éléments soumis et remet un accord ou refus motivé.

Le dépôt dudit ou desdits documents visés aux alinéas 2 à 4 a lieu, à l'étape visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, et au plus tard, à l'étape accord ferme sur attribution prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret.

**Art. 3.** Pour l'application de l'article 7, 6°, du décret relatif à la norme QZEN/NZEB moins 20% en cas de reconstruction, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à déposer afin de vérifier l'atteinte de la norme QZEN/NZEB moins 20 % :

1° le rapport PEB (déposé sur la plateforme régionale PEB) et, le cas échéant, tout autre document conforme permettant de démontrer le respect de l'exigence QZEN/NZEB moins 20%;

2° la déclaration finale PEB (déposée sur la plateforme régionale PEB).

Par QZEN/NZEB moins 20%, est visé l'atteinte d'un niveau de performance (valeur Ew ou CEP) égal à maximum 80% de l'exigence régionale QZEN ou NZEB en vigueur.

Le dépôt du document visé à l'alinéa 1, 1°, a lieu à l'étape de demande d'accord ferme sur attribution prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret.

Le dépôt du document visé à l'alinéa 1, 2°, a lieu à l'étape de demande de décompte final prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret.

**Art. 4.** Pour l'application de l'article 7, 7°, du décret relatif à la comptabilité énergétique normalisée, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à déposer :

- une ou plusieurs photographie(s) de l'installation du matériel de comptage des calories consommées et/ou
- les données techniques du compteur installé par vecteur énergétique (électricité, gaz, mazout, biomasse et/ou réseaux de chaleur).

Par comptabilité énergétique, est visée la consommation liée au chauffage sur une année civile et sur une durée minimale de 30 années.

Le dépôt dudit ou desdits documents a lieu, à l'étape de demande de décompte final prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret.

Dans le cadre de l'article 14, 6°, du décret, le bénéficiaire peut faire l'objet, notamment, d'un contrôle ultérieur du respect de l'engagement prévu à l'article 7, 7°, du décret de tenir une comptabilité énergétique normalisée pour le bâtiment concerné par le subventionnement. Le contrôle visé ci-avant ne porte que sur les années déjà écoulées entre la mise à disposition du bâtiment et ledit contrôle.

**Art. 5.** Pour l'application de l'article 7, 8°, du décret relatif à l'enseignement concerné par le tronc commun, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à respecter, en fonction des typologies de travaux, du type de local et du niveau d'enseignement visés à l'annexe I du présent arrêté, les attendus et les étapes de la justification visés à ladite annexe.

La compatibilité du bâtiment scolaire avec lesdits attendus est vérifiée au moyen des documents suivants :

1° une note explicative accompagnant les plans d'architecture;

2° le cahier des charges, le métré et les plans d'exécution/techniques spéciales avec indication des dispositions démontrant le respect des obligations prévues au présent article.

Le dépôt du document visé au 1° a lieu à l'étape de demande d'accord de principe sur projet prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2° du décret.

Le dépôt des documents visé au 2° a lieu à l'étape de demande d'accord ferme sur attribution prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret.

**Art. 6.** Pour l'application de l'article 7, 9°, du décret relatif à la mutualisation d'espace, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, et pour toutes les typologies de travaux, à déposer afin de démontrer, le cas échéant, l'occupation du bâtiment concerné par un tiers :

- une note explicative établissant la possibilité et la volonté de mutualisation étayée par des plans d'architecture (détails des locaux du projet mutualisable, contexte socioculturel et sportif environnant,...) ou

- une convention d'occupation signée par toutes les parties visant les locaux faisant l'objet des travaux ou

- un document attestant que les locaux faisant l'objet des travaux disposent d'un label reconnu par une instance publique de niveau régional, fédéral ou communautaire démontrant d'une volonté de mise à disposition, tel que « Atouts-Camps » ou

- une note justifiant les raisons de sa non mise en œuvre. Ainsi, la justification ne peut s'apparenter à des considérations d'ordre général. Les éléments de justification doivent démontrer in concreto et compte tenu des caractéristiques particulières propres au projet (objet des travaux, configuration spatiale de l'implantation, contexte urbanistique, contexte social/associatif/sportif, ...), les points précis et spécifiques qui rendent difficile ou inopportun la mutualisation dans le cas d'espèce.

L'administration apprécie le document remis en fonction des éléments fournis.

Le dépôt dudit ou desdits documents a lieu, au plus tard, à l'étape de demande de décompte final prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret.

**Art. 7.** Pour l'application de l'article 7, 10°, du décret relatif à la collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoirs organisateurs, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à déposer afin de démontrer, le cas échéant, l'occupation du bâtiment concerné par un autre pouvoir organisateur du même réseau ou d'un autre réseau :

- une note de réflexion apportant la preuve qu'une démarche de collaboration infrastructurelle avec un autre pouvoir organisateur est envisagée (détails des locaux du projet collaboratif, contexte scolaire environnant, ...), ou

- une convention signée valablement entre tous les pouvoirs organisateurs ou tout document officiel démontrant l'occupation du bâtiment concerné par un autre pouvoir organisateur du même réseau ou d'un autre réseau, sans préjudice de l'article 15, ou

- une note établissant l'absence d'établissement dépendant d'un autre réseau ou d'un autre pouvoir organisateur dans un rayon de 1 km pour l'enseignement fondamental, de 2 km pour l'enseignement secondaire, de 10 km pour l'enseignement supérieur. La distance s'apprécie par le trajet par la route le plus court, ou

- une note justifiant les raisons de sa non mise en œuvre. Ainsi, la justification ne peut s'apparenter à des considérations d'ordre général. Les éléments de justification doivent démontrer in concreto et compte tenu des caractéristiques particulières propres au projet (objet des travaux, configuration spatiale de l'implantation, type d'enseignement, ...), les points précis et spécifiques qui rendent difficiles ou inopportun la collaboration infrastructurelle inter-réseau ou inter pouvoirs organisateurs dans le cas d'espèce.

L'administration apprécie le document remis en fonction des éléments fournis.

Cette obligation n'est pas applicable aux centres psycho-médico-sociaux et aux internats.

Le dépôt dudit ou desdits documents a lieu, au plus tard, à l'étape de demande de décompte final prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret.

**Art. 8.** Pour l'application de l'article 7, 11°, du décret relatif à la connectivité, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à respecter, en fonction des typologies de travaux, du type de local et du niveau d'enseignement visés à l'annexe I du présent arrêté, les attendus et les étapes de la justification visés à ladite annexe.

Le respect des impératifs en matière de connectivité est vérifié au moyen des documents :

1° le cahier des charges, le métré et les plans d'exécution/techniques spéciales avec indication des dispositions démontrant le respect des obligations prévues au présent article ;

2° le cas échéant, dans le cas de la mise-en-œuvre obligatoire d'un réseau sans fil pour une surface de locaux excédent les 300 m<sup>2</sup>, un site survey comportant à minima l'étude pratique de la couverture Wifi et les descriptions techniques des interventions à réaliser afin de répondre à minima aux contraintes de couverture définie à l'annexe I (débit, nombre de connexion simultanée, ...);

3° le rapport de test de certification du câblage conformément à la norme applicable en fonction du type de câblage utilisé et le plan as build de l'installation filaire ;

4° une attestation de bonne exécution établie par le bureau de technique spéciale chargé de la conformité du réseau sans fil et/ou filaire à minima aux attendus définie à l'annexe I et aux normes en vigueur selon la nature des câbles et équipements mis-en-œuvre.

Le dépôt desdits documents visés au 1° et 2° a lieu, au plus tard, à l'étape de demande d'accord ferme sur attribution prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret.

Le dépôt dudit document visé au 3° et 4° a lieu, au plus tard, à l'étape de demande de décompte final prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article 7, 12°, du décret relatif à l'audit accessibilité et à l'enseignement inclusif, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à :

- 1° déposer un audit accessibilité si l'objet des travaux a un impact potentiel sur l'accessibilité du/des bâtiment(s) ;
- 2° réaliser des travaux en vue de disposer d'un bâtiment scolaire adapté aux personnes à mobilité réduite et à l'enseignement inclusif. Ces travaux respectent les attendus visés en annexe I du présent arrêté.

L'audit accessibilité visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, vise à améliorer le niveau d'accessibilité du/des bâtiment(s).

L'audit accessibilité est réalisé par un bureau d'expertise en accessibilité.

La méthode d'analyse de l'audit se fait selon le principe de conception de la chaîne de déplacement SECU-E. Cet audit accessibilité prend en considération :

- 1° les législations régionales applicables en matière d'accessibilité et ;
- 2° le « guide d'aide à la conception d'un bâtiment accessible ».

Il vise au minimum le bâtiment concerné par la candidature. En cas de démolition, l'audit ne vise pas le bâtiment à démolir mais uniquement la situation projetée. Le bénéficiaire doit suivre, au minimum, les recommandations de l'audit pour ce qui concerne l'objet des travaux.

En cas d'impossibilité pour raisons techniques ou financières significatives de suivi d'une ou plusieurs recommandations du rapport d'audit accessibilité, le bénéficiaire peut solliciter une dérogation. Celle-ci doit être dûment justifiée par une note motivée déposée sur la plateforme au plus tard à l'étape d'accord de principe sur projet prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret. L'administration apprécie cette demande de dérogation en fonction des éléments soumis.

§ 2. Le bénéficiaire dépose sur la plateforme les documents suivants sans préjudice des documents visés à l'annexe I :

- 1° l'audit visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 1°;
- 2° une note explicative accompagnant les plans du projet et
- 3° le cahier spécial des charges, le métré et les plans d'exécution/techniques spéciales avec indication des dispositions démontrant le respect des obligations prévues au présent article.

Le dépôt des documents visés aux 1° et 2° ont lieu à l'étape de demande d'accord de principe sur projet prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret.

Le dépôt du document visé au 3° a lieu, au plus tard, à l'étape de demande d'accord ferme sur attribution prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret.

**Art. 10.** Pour l'application de l'article 7, 13°, du décret relatif à l'enlèvement de l'amiante, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à déposer :

- 1° l'inventaire amiante, sauf s'il n'est pas légalement requis, visant à minima le bâtiment concerné et le programme de gestion (moins d'un an), établis conformément au livre VI – titre 3 du code du bien-être au travail, et à s'y conformer pour ce qui concerne les applications d'amiantes concernées par les travaux;
- 2° le cas échéant, le cahier spécial des charges avec indication des dispositions démontrant le respect des obligations prévues au présent article.

Le dépôt des documents visés au 1° a lieu à l'étape de demande d'accord de principe sur projet prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret.

Le dépôt des documents visés au 2° a lieu à l'étape de demande d'accord ferme sur attribution prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article 7, 14°, du décret relatif au quick audit de réemploi, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à déposer un quick audit de réemploi.

Le quick audit de réemploi vise à disposer d'un rapport d'audit rapide permettant de définir les orientations globales en faveur du réemploi. Le rapport doit conclure, le cas échéant, à la possibilité de réemploi des matériaux et équipements. Il doit être établi par un organisme disposant des compétences nécessaires (bureau d'étude, auteur de projet architecture, etc).

Les prestations suivantes dans le cadre du quick audit de réemploi sont à réaliser :

- 1° l'analyse des documents existants (DIU, plans et fiches techniques),
- 2° la description globale du bâtiment et de ses différentes parties pour identifier ses caractéristiques spatiales et techniques (type de structure, nature des matériaux et des équipements techniques),
- 3° les visites d'analyse visuelle globale et
- 4° un inventaire des matériaux, d'appareils et d'équipements potentiellement réemployables.

§ 2. Dans le cas où il ressort de cet audit de réemploi un potentiel de réemploi, le bénéficiaire doit démontrer que 5% (en poids), le cas échéant, arrondi, minimum des matériaux dudit potentiel sont réemployés. Dans le cas où le poids ne semble pas être l'unité de mesure adaptée, une liste reprenant les unités ou le(s) montant(s) de ce qui est réemployable est dressée et le bénéficiaire doit démontrer que 5% des unités ou du/des montant(s), le cas échéant, arrondis, dudit potentiel sont réemployés. Par potentiel de réemploi, est visé ce qui coûte moins ou tout aussi cher que des matériaux neufs, toutes charges comprises, et ce qui peut être réutilisé dans le bâtiment ou dans l'implantation scolaire.

Dans le cas où le bâtiment faisant l'objet de la déconstruction héberge les élèves jusqu'à la construction du nouveau bâtiment, le bénéficiaire s'engage à privilégier la réinjection de la totalité dudit potentiel dans une filière de réemploi.

Le bénéficiaire dépose sur la plateforme, afin de démontrer le respect de l'obligation des 5% visés à l'alinéa ci-dessus :

1° l'audit visé au § 1<sup>er</sup>, et

2° le cahier spécial des charges, du chantier visé ou d'un autre chantier scolaire, avec indication des dispositions démontrant le respect des obligations prévues au présent article dans la situation visée à l'alinéa 1, ou ;

3° la preuve de la réinjection (vente, don,...) dans une filière de réemploi dans la situation visée à l'alinéa 2 ou une déclaration sur l'honneur de privilégier la réinjection de la totalité du potentiel dans une filière de réemploi.

§ 3. Le dépôt du document visé au § 2, alinéa 3, 1°, a lieu à l'étape de l'accord de principe sur projet prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret.

Le dépôt du document visé au § 2, alinéa 3, 2°, a, s'il échet, lieu à l'étape d'accord ferme sur attribution prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret.

Le dépôt du document visé au § 2, alinéa 3, 3°, a, s'il échet, lieu à l'étape du décompte final prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret.

**Art. 12.** Pour l'application de l'article 7, 15°, du décret, le candidat s'engage, s'il est bénéficiaire, à ne pas augmenter la surface minéralisée sauf en cas d'augmentation de la surface bâtie scolaire, et à privilégier la verdurisation et la végétalisation des espaces.

Il s'engage à déposer une note explicative accompagnant les plans. Cette note peut, le cas échéant, consister en l'utilisation de l'outil de coefficient de biotope par surface (CBS+) pour évaluer le projet en prenant en considération la biodiversité concernant la/les parcelles cadastrales sur laquelle/lesquelles les travaux sont réalisés et faisant l'objet de la demande de subvention. Il peut être complété pour la situation initiale et la situation projetée. Par CBS+, est visé un outil ayant pour objet de disposer d'une approche globale simplifiée permettant d'avoir un état de la situation existante et d'établir un objectif à atteindre.

Le dépôt dudit document a lieu à l'étape de l'accord de principe sur projet prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret.

Cette disposition ne s'applique pas aux voies d'accès et dans les cas où celle-ci entrerait en conflit avec une autre disposition du présent arrêté. Dans ce(s) cas et en tout état de cause, le bénéficiaire de la subvention privilégie des surfaces drainantes.

#### Section 2. — Modalités d'application du taux de financement majoré visé à l'article 10, § 2 du décret

**Art. 13.** Afin de bénéficier de la majoration du taux de subvention visée à l'article 10, § 2, 1°, du décret, le bénéficiaire mentionne lors du dépôt de sa candidature son appartenance à l'enseignement différencié de classe 1, 2 ou 3 conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française, à l'enseignement qualifiant de l'enseignement ordinaire ou de l'enseignement de promotion sociale à l'exclusion des établissements n'organisant que des cours généraux et/ou à l'enseignement spécialisé.

L'appartenance à ce type d'enseignement est fixée à la date de lancement de l'appel à projets concerné.

**Art. 14.** Afin de bénéficier de la majoration du taux de subvention de 2 % visé à l'article 10, § 2, 2°, du décret relatif à l'atteinte des valeurs U, le bénéficiaire dépose un rapport PEB ou un rapport signé par l'auteur de projet établissant le respect des valeurs dans les cas non soumis à la PEB.

Le dépôt du document a lieu, au plus tard, à l'étape de demande de décompte final prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret.

**Art. 15.** Afin de bénéficier du taux de majoration de subvention de 2 % visé à l'article 10, § 2, 3°, du décret relatif à la collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoirs organisateurs, le bénéficiaire dépose une convention signée valablement entre tous les pouvoirs organisateurs ou tout document officiel démontrant le partage de l'occupation du bâtiment concerné par les travaux par un autre pouvoir organisateur du même réseau ou d'un autre réseau, couvrant une période minimale de 3 ans.

Le dépôt dudit document a lieu, au plus tard, à l'étape de demande de décompte final prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret.

**Art. 16.** Afin de bénéficier de la majoration du taux de subvention de 2 % visée à l'article 10, § 2, 4°, du décret relatif à l'aménagement ou la création, grâce au projet, d'une infrastructure autonome organisant soit le continuum pédagogique du Tronc commun, rassemblant à minima les élèves de la M3 (ou de la P1) à la S3, soit le degré inférieur de l'enseignement secondaire (S1 à S3), soit le degré supérieur de l'enseignement secondaire (S4 à S6), et ce dans des bâtiments autonomes fonctionnellement sans toutefois exclure la possibilité d'une mutualisation de certains locaux spécifiques n'influant pas l'autonomie pédagogique et fonctionnelle des établissements (salle d'éducation physique, salle de spectacle, réfectoire, atelier spécifique, ...), le bénéficiaire dépose :

- une note décrivant à l'aide de plans la mise en œuvre de cette disposition, et le cas échéant, les partenariats pédagogiques établis entre établissements organisant le continuum pédagogique du tronc commun, et

- dans les cas où une nouvelle demande de subvention de fonctionnement ou une demande de restructuration est nécessaire, la preuve de l'admission aux subventions ou de l'accord du Gouvernement pour les restructurations du ou des établissement(s) d'enseignement concernant soit à minima de la M3 (ou de la P1) à la S3, soit le degré inférieur de l'enseignement secondaire (S1 à S3), soit le degré supérieur de l'enseignement secondaire (S4 à S6).

Par bâtiments autonomes fonctionnellement, il faut entendre des bâtiments dont la fonctionnalité est indépendante l'une de l'autre à l'exception des techniques spéciales et des accès de secours spécifiques.

Le dépôt desdits documents a lieu, au plus tard, à l'étape de demande de décompte final prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret.

#### Section 3. — Documents à déposer en application des articles 4, 6, 7 et 8 du décret

**Art. 17.** Pour l'application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, le candidat s'engage s'il est bénéficiaire, afin de permettre la vérification du suivi par les travaux de rénovation de l'ordre chronologique prévu par l'annexe II du décret, à déposer un récapitulatif des mesures à économie d'énergie envisagées démontrant le respect dudit ordre chronologique de rénovation énergétique à appliquer au bâtiment concerné par la candidature ou les raisons d'y déroger (planification de travaux établie suite à un audit agréé ou circonstances techniques particulières).

Le dépôt dudit document a lieu au plus tard à l'étape de demande d'accord de principe sur projet prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret.

Cette disposition ne s'applique pas pour les projets de constructions nouvelles ou reconstructions.

**Art. 18.** En application de l'article 6 du décret, le candidat dépose sur la plateforme les documents ou données suivants :

1° les données d'identification sollicitées par la plateforme (coordonnées complètes du candidat, coordonnées de l'établissement, coordonnées de l'implantation, coordonnées de la personne de contact, adresse, numéro FASE, titulaire d'un droit réel sur le bâtiment et/ou le terrain, enseignement ordinaire, qualifié, différencié ou spécialisé, ...);

2° la délibération ou la décision motivée par laquelle le candidat décide du principe des travaux, sollicite la subvention et, le cas échéant, l'intervention du Fonds de garantie;

3° le plan cadastral de la parcelle visée par la demande;

4° le cas échéant, en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2, du décret, en cas de démolition et de reconstruction, une note motivant les raisons techniques, pédagogiques et/ou financières pour lesquelles la rénovation du bâtiment concerné n'est pas possible ou raisonnable. En cas de démolition d'un bâtiment sans reconstruction, en complément de l'objet des travaux, une note motivant les raisons d'assainissement d'une situation dangereuse ou insalubre sur l'implantation scolaire concernée;

5° un reportage photographique présentant le bâtiment sous plusieurs vues extérieures et intérieures et, le cas échéant, illustrant la note visée au 4);

6° l'estimation par postes globaux (démolition(s), construction(s), modernisation, salle d'éducation physique, abords, préau(x)) du coût des travaux;

7° tout élément permettant la parfaite compréhension du projet candidat (le cas échéant, s'il existe, à titre informatif, pour les dossiers liés à un sinistre au sens de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du décret, un document établissant le montant d'intervention de l'assurance et/ou de tout autre mécanisme d'aide).

**Art. 19.** Sans préjudice des articles 2 à 12, pour permettre à l'administration de vérifier les conditions d'éligibilité prévues à l'article 7 du décret, le candidat dépose sur la plateforme les documents suivants :

1° un descriptif des travaux et du programme envisagés;

2° l'annexe I au décret « Outil de Valorisation de l'Etat du Bâtiment » complétée par les surfaces de parois de déperdition en cellules E14 à E40 de l'onglet « Bilan énergétique » ainsi que le pourcentage de rénovation prévu dans les cellules P88, P110, P128, P146 et P151 de l'onglet « valorisation » afin d'établir le pourcentage des surfaces de parois de déperdition thermique touchées par les travaux ou ayant été rénovées postérieurement à 2010 et valorisées dans le calcul conformément à l'article 7, 4, du décret;

3° les plans simplifiés du bâtiment cotés à une échelle représentative (plans, façades à minima) à l'exception des bâtiments préfabriqués, tels que modules ou RTG, soumis à la démolition pour lesquels des plans type pourront être utilisés pour autant que les cotations ajoutées permettent une vérification de base des données encodées dans l'Outil de Valorisation de l'Etat du Bâtiment;

4° l'engagement de respecter les articles 2 à 12 en cas d'octroi d'un accord d'éligibilité.

**Art. 20.** Pour permettre à l'administration de vérifier les critères de priorisation prévus à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret, le candidat peut déposer sur la plateforme les documents suivants :

1° en application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret :

a) l'annexe I « Outil de Valorisation de l'Etat du Bâtiment » du décret complétée par un technicien tel que visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1°, du décret sur base des plans simplifiés du bâtiment cotés à échelle représentative (plans, façades);

b) les documents prévus à l'annexe II du présent arrêté « Liste des documents à déposer pour la complétude de l'annexe I au décret « Outil de Valorisation de l'Etat du Bâtiment » »;

2° en application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret, des éléments techniques attestant de dommages infrastructurels graves (état de perte, photographies, ...) et le cas échéant, tout document de sinistre à l'assurance pour le bâtiment scolaire ayant subi un dommage infrastructurel grave et qui est situé dans une zone touchée par les inondations de juillet 2021 visé à l'article 1<sup>er</sup>, 6, du décret;

3° en application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret, un audit énergétique, prévu par les dispositions légales et réglementaires régionales et relatives au bâtiment tertiaire, réalisé par un auditeur agréé par la Région compétente réalisé sur l'entièreté de l'implantation ou sur le bâtiment faisant l'objet des travaux, à jour.

### CHAPITRE III. — Demande d'accord de principe sur projet

#### Section 1. — Procédure et délais

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai de 18 mois suivant l'octroi de l'accord d'éligibilité, le bénéficiaire introduit sa demande d'accord de principe sur projet accompagnée des documents visés aux articles 23 et 24 sur la plateforme.

Le bénéficiaire dont la demande ne peut être introduite dans le délai prescrit à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour des raisons étrangères et indépendantes de sa volonté, obtient une prolongation de maximum six mois moyennant l'introduction d'une demande dûment motivée auprès du service régional compétent cinq semaines avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

A l'issue du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> éventuellement prolongé, en l'absence d'actions et/ou démarches effectuées par le bénéficiaire, l'administration se réserve le droit d'interroger, par courrier recommandé, le bénéficiaire pour obtenir des informations sur la poursuite ou l'abandon de son dossier.

Si, après un délai de trois mois, le bénéficiaire ne donne aucune suite au courrier visé à l'alinéa précédent, le Ministre transmet au bénéficiaire sa décision de retrait de la subvention.

§ 2. Si le dossier est complet, l'administration analyse la demande et organise, le cas échéant, une réunion d'accompagnement. Sans préjudice de l'article 5, § 3, du décret, celle-ci a pour objet de présenter le projet à l'administration, d'échanger sur les orientations techniques, spatiales et financières afin de permettre à l'administration de vérifier le respect des conditions d'éligibilité et des critères de priorisation éventuels.

Si le dossier est incomplet, l'administration en informe le bénéficiaire pour qu'il le complète dans le respect des délais prévus au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 22.** Sur base du dossier analysé par l'administration, le Ministre prend sa décision. Celle-ci peut être :

1° favorable. Dans ce cas, un octroi d'accord de principe sur projet est délivré. Il emporte l'autorisation pour le bénéficiaire de déposer sa demande de permis d'urbanisme si cela n'était pas déjà le cas;

2° réservée. Dans ce cas, un octroi d'accord de principe sur projet sous réserve est alors délivré. La demande de permis d'urbanisme peut être déposée, si cela n'était pas déjà le cas, dès lors que les documents sont adaptés en tenant compte des réserves émises. Le cas échéant, si le permis d'urbanisme est déjà sollicité ou octroyé, le bénéficiaire s'engage à modifier sa demande de permis d'urbanisme si les conditions prévues aux articles 7 et 8 du décret ne sont pas respectées;

3° négative. Dans le cas où le dossier est incomplet malgré la demande de l'administration visée à l'article 21, § 2, alinéa 2, ou si les dispositions du décret ou du présent arrêté ne sont pas respectées. Il doit être adapté et représenté, même si la demande de permis d'urbanisme est déjà en cours ou si le permis est déjà octroyé.

Si une des parties prenantes ultérieures (service régional d'incendie, service public de Wallonie ou de la région bruxelloise, ...) sollicite des modifications au projet qui concernent les conditions d'éligibilité ou de priorisation, le bénéficiaire de la subvention doit en avertir l'administration qui vérifie la conformité des modifications aux conditions et critères prévus par le décret et le présent arrêté. L'administration apprécie, le cas échéant, la demande de modification au regard des dispositions du présent arrêté et du décret auxquelles elle contrevient et remet un avis motivé au Ministre qui accepte ou refuse la modification sollicitée.

#### Section 2. — Documents à déposer

**Art. 23.** Le bénéficiaire joint à sa demande et sur la plateforme les documents suivants :

1° le formulaire permettant de vérifier le respect des normes physiques et financières conformément à l'arrêté du 6 février 2014 relatifs aux normes physiques et financières;

2° la délibération ou la décision par laquelle le bénéficiaire approuve le projet, l'estimation et sollicite la subvention;

3° le rapport Totem, soit l'outil évaluant l'impact sur l'environnement du/des bâtiments faisant l'objet de la subvention,

a. dans l'état actuel du/des bâtiments et

b. dans son/leur état démoli le cas échéant et

c. dans son/leur état projeté, en ce compris le nouveau projet en cas de reconstruction si le bénéficiaire est en mesure de le fournir ;

4° le cas échéant, la(les) preuve(s) considérées comme acceptables par les législations PEB régionales pour la/les parois de déperdition thermique qui a/ont déjà fait l'objet de travaux de rénovation postérieurs à 2010 et rentre(nt) dans le calcul du pourcentage de calcul des parois (>35% ou > 65%) ;

5° les documents relatifs au marché de service prévus à l'article 34;

6° un récapitulatif des mesures à économie d'énergie envisagées démontrant le respect de l'ordre chronologique de rénovation énergétique à appliquer au bâtiment ou les raisons d'y déroger prévu à l'article 17;

7° le cas échéant, une note justifiant le respect des recommandations de l'audit énergétique prévu à l'article 20, 3°.

**Art. 24.** Pour permettre à l'administration de vérifier le respect des critères d'éligibilité prévus à l'article 7 du décret, le bénéficiaire doit déposer sur la plateforme les documents suivants :

1° les plans du projet tels qu'ils seront soumis ou, le cas échéant, ont déjà été soumis, à la demande de permis d'urbanisme. Dans le cas où ils ont déjà été soumis, l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme et, le cas échéant, le permis d'urbanisme et ses annexes dont le rapport du service régional incendie;

2° le cas échéant, s'il existe déjà, en application de l'article 2, en cas d'impossibilité pour des raisons techniques ou financières significatives de privilégier les installations décarbonées, un document justifiant cette impossibilité ;

3° le document relatif au tronc commun prévu à l'article 5, 1°;

4° s'ils existent déjà, les documents relatifs à la mutualisation prévus à l'article 6;

5° s'ils existent déjà, les documents relatifs à la collaboration infra structurelle inter réseaux ou inter PO prévus à l'article 7;

6° s'ils existent déjà, les documents relatifs à la connectivité prévus à l'article 8, 1°;

7° les documents relatifs, le cas échéant, à l'audit accessibilité et à l'enseignement inclusif prévus à l'article 9, § 2, 1° et/ou 2°;

8° les documents relatifs à l'amiante tels que visés à l'article 10, 1°;

9° le cas échéant, le document relatif au quick audit de réemploi tel que visé à l'article 11, § 3, alinéa 1;

10° le document relatif à la verdurisation et à la végétalisation des espaces tel que visé à l'article 12.

### CHAPITRE IV. — Demande d'accord ferme sur attribution

#### Section 1. — Procédure et délais

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai de 24 mois suivant la date de la décision d'accord de principe sur projet, le bénéficiaire introduit, sur la plateforme, sa demande d'accord ferme sur attribution, accompagnée des documents énumérés aux articles 28 et 29.

Le bénéficiaire dont la demande ne peut être introduite dans le délai prescrit à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour des raisons étrangères et indépendantes de sa volonté, obtient une prolongation de six mois, renouvelable une fois, moyennant l'introduction d'une demande dûment motivée cinq semaines avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

A l'issue du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, éventuellement prolongé, en l'absence d'actions et/ou démarches effectuées par le bénéficiaire, l'administration se réserve le droit d'interroger, par courrier recommandé, le bénéficiaire pour obtenir des informations sur la poursuite ou l'abandon de son dossier.

Si dans un délai de trois mois, le bénéficiaire ne donne aucune suite au courrier visé à l'alinéa précédent, le Ministre transmet au bénéficiaire sa décision de retrait la subvention.

§ 2. L'administration analyse ladite demande et organise, le cas échéant, une réunion d'accompagnement. Sans préjudice de l'article 5, § 3, du décret, celle-ci a pour objet de présenter le projet à l'administration, d'échanger sur les orientations techniques, spatiales et financières afin de permettre à l'administration de vérifier le respect des conditions d'éligibilité et des critères de priorisation éventuels.

Si le dossier est incomplet, l'administration en informe le bénéficiaire pour qu'il le complète dans le respect des délais prévus au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 26.** Sur base du dossier analysé par l'administration, le Ministre prend sa décision. Celle-ci peut être :

1° favorable. Dans ce cas, un octroi d'accord ferme sur attribution est alors délivré, il emporte l'autorisation de notifier le marché public de travaux au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) et de débiter les travaux ;

2° réservée. Dans ce cas, un octroi d'accord ferme sur attribution est alors délivré. Le marché public peut être notifié dès lors que les réserves émises sont prises en compte;

3° négative. Dans le cas où le dossier est incomplet malgré la demande de l'administration visée à l'article 25, § 2, alinéa 2, ou si les dispositions du décret ou du présent arrêté ne sont pas respectées. Il doit être adapté et représenté, même si le permis d'urbanisme est déjà octroyé.

**Art. 27.** Sauf dérogation visée aux articles 5, § 2, du décret, l'attribution du marché par le bénéficiaire ne peut pas être notifiée avant l'octroi de l'accord ferme sur attribution.

Dans le cadre de la réalisation d'investissements, visée à l'article 5, § 2, du décret, le bénéficiaire peut solliciter une autorisation écrite de notifier le marché public de travaux et, le cas échéant, de débiter les travaux préalablement. Pour ce faire, il dépose au directeur général adjoint sa demande de dérogation motivée dans laquelle il sollicite ladite autorisation écrite.

L'administration vérifie si le dossier représente un cas de force majeure indépendant de la volonté du bénéficiaire et/ou s'ils revêtent un caractère d'extrême urgence. Le cas échéant, l'autorisation est accordée par le directeur général adjoint.

Cette dérogation vise à préserver le droit aux subventions mais ne constitue pas un engagement ferme d'intervention du Ministre.

#### Section 2. — Documents à déposer

**Art. 28.** Le bénéficiaire joint à sa demande, et sur la plateforme, les documents suivants :

1° la délibération ou la décision par laquelle le bénéficiaire approuve les travaux ainsi que leur(s) montant(s) et sollicite la subvention ainsi que, le cas échéant, réitère son souhait d'intervention du Fonds de garantie pour le solde non pris en charge par la subvention;

2° les métrés détaillés estimés;

3° un document reprenant la ventilation des coûts suivant le respect des normes physiques et financières mentionnées dans l'arrêté des normes physiques et financières du 6 février 2014;

4° le cas échéant, en application de l'article 2, en cas d'impossibilité pour des raisons techniques ou financières significatives de privilégier les installations décarbonées, un document justifiant cette impossibilité;

5° en cas de reconstruction ou nouvelle construction, les documents relatifs à la norme QZEN/NZEB moins 20% prévus à l'article 3, 2.;

6° le(s) cahier(s) spécial(aux) et techniques des charges, celui(ceux)-ci démontrant le respect des obligations prévues notamment aux articles 2, 5, 8, 9, 10, 11, § 3, alinéa 2, et 33;

7° la preuve que le bénéficiaire, ou tous organismes visés à l'article 13 du décret, dispose d'un droit réel lui garantissant la jouissance du bâtiment scolaire visé par la subvention pendant 30 ans au moins à dater de l'octroi de l'accord ferme sur attribution. Cette preuve peut être apportée par un acte authentique, un bail emphytéotique ou tout autre document probant enregistré;

8° le permis d'urbanisme et ses annexes dont le rapport du service régional incendie;

9° le cas échéant, la(les) preuve(s) considérées comme acceptables par les législations PEB régionales pour la/les parois de déperdition thermique qui a/ont déjà fait l'objet de travaux de rénovation postérieurs à 2010 et rentre(nt) dans le calcul du pourcentage de calcul des parois (>35% ou > 65%);

10° l'outil communiqué, par le Gouvernement lors de l'appel à projets, soit le rapport Totem, s'il n'a pas été déposé à l'étape de demande d'accord de principe sur projet, évaluant l'impact sur l'environnement du/des bâtiments faisant l'objet de la subvention et ce dans son/leur état projeté, en ce compris le nouveau projet en cas de reconstruction;

11° le cas échéant, s'ils existent déjà et s'ils n'ont pas été déposés à l'étape de demande d'accord de principe sur projet, les documents visés à l'article 6 relatifs à la mutualisation d'espace;

12° le cas échéant, s'ils existent déjà et s'ils n'ont pas été déposés à l'étape de demande d'accord de principe sur projet, les documents visés à l'article 7 relatifs à la collaboration infrastructurelle;

13° en cas de dérogation visée à l'article 27, l'information selon laquelle les travaux ont préalablement débuté conformément à l'autorisation antérieurement délivrée ou la date, le cas échéant, prévue de ceux-ci;

14° le cas échéant, dans le cas de la mise-en-œuvre obligatoire d'un réseau sans fil pour une surface de locaux excédant les 300 m<sup>2</sup>, le site survey comportant à minima l'étude pratique de la couverture Wifi et les descriptions techniques des interventions à réaliser afin de répondre à minima aux contraintes de couverture définie à l'annexe I (débit, nombre de connexion simultanée, ...).

**Art. 29.** Pour permettre à l'administration de vérifier le respect des obligations du bénéficiaire prévues à l'article 14, 2°, du décret, le candidat doit déposer sur la plateforme les documents suivants pour le marché public de travaux :

1° le cahier spécial des charges – clauses administratives;

2° le cahier spécial des charges - clauses techniques;

3° le plan général de sécurité et santé;

4° les plans d'architecture et de techniques spéciales;

5° le métré détaillé des lots;



6° la copie de la publication de l'avis de marché au Bulletin des Adjudications et, s'il échet, au Journal Officiel de l'Union Européenne ou la liste des entreprises consultées et les preuves de la consultation;

7° le PV d'ouverture des offres;

8° toutes les offres reçues, y compris les annexes;

9° le rapport d'analyse des offres et ses annexes (vérification des obligations sociales et fiscales (attestations télémarc,...), courriers de demande de justifications de prix et les réponses des entrepreneurs, courriers de demande de compléments et pièces reçues, ...);

10° le comparatif des offres sur un tableau excel ou équivalent;

11° la délibération/décision motivée d'attribution du pouvoir organisateur désignant le(s) adjudicataire(s) et fixant le montant des travaux;

12° la preuve de la prolongation du délai d'engagement du soumissionnaire concerné le cas échéant;

13° le cas échéant, l'avis de l'autorité de Tutelle pour le réseau officiel subventionné ou du service en charge du contrôle interne pour WBE.

## CHAPITRE V. — Liquidations et décompte final

### Section 1. — Procédure et délais

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai de 12 mois suivant la date de la décision d'accord ferme sur attribution, le bénéficiaire introduit, sur la plateforme, sa première demande de libération des tranches prévue à l'article 19, 1°, du décret (à l'ordre de commencer les travaux), accompagnée des documents énumérés à l'article 31, § 1<sup>er</sup>.

Le bénéficiaire dont la demande ne peut être introduite dans le délai prescrit à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour des raisons étrangères et indépendantes de sa volonté obtient une prolongation de maximum six mois, moyennant l'introduction d'une demande dûment motivée cinq semaines avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

A l'issue du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, éventuellement prolongé, en l'absence d'actions ou démarches effectuées par le bénéficiaire, l'administration se réserve le droit d'interroger, par courrier recommandé, le bénéficiaire pour connaître ses intentions dans le suivi de son dossier.

Si, après un délai de trois mois, le bénéficiaire ne donne aucune suite au courrier visé à l'alinéa précédent, le Ministre transmet au bénéficiaire sa décision de retrait de la subvention.

§ 2. Le bénéficiaire dispose d'un délai de 24 mois après la date effective de début des travaux pour introduire sur la plateforme la deuxième demande de libération prévue à l'article 19, 2°, du décret (50 pour cents des travaux sont réalisés) accompagnée des documents énumérés à l'article 31, § 2.

Après l'achèvement des travaux, le bénéficiaire transmet obligatoirement le décompte final prévu à l'article 19, 3°, du décret sur la plateforme accompagnée des documents énumérés à l'article 31, § 3, au plus tard dans un délai de 36 mois à dater de la liquidation de la deuxième tranche visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, du présent paragraphe.

Le bénéficiaire dont la demande ne peut être introduite dans le délai prescrit aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 pour des raisons étrangères et indépendantes de sa volonté obtient une prolongation de maximum six mois, moyennant l'introduction d'une demande dûment motivée cinq semaines avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Dans le cas où le bénéficiaire de la subvention ne transmet pas à l'administration les documents dans les délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, l'administration se réserve le droit d'interroger, par courrier recommandé, le bénéficiaire pour connaître ses intentions dans le suivi de son dossier.

Si, après un délai de trois mois, le bénéficiaire ne donne aucune suite au courrier visé à l'alinéa précédent, le Ministre transmet le calcul du montant définitif de la subvention et clôture le dossier. Ce montant définitif de la subvention est calculé sur base des demandes de paiement transmises. La différence entre ledit montant définitif et le total des liquidations déjà effectuées est récupérée par l'administration.

§ 3. Le paiement des tranches de la subvention est calculé, le cas échéant, sur base des lots du marché public concerné.

### Section 2. — Documents à déposer

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Pour la liquidation de la première tranche, le bénéficiaire dépose sur la plateforme, les documents suivants :

1° la notification du marché à l'entreprise;

2° l'ordre de commencer les travaux;

3° le cas échéant, la preuve de constitution du cautionnement;

4° l'état d'avancement n°0 (bon de commande) de chaque lot attribué.

§ 2. Pour la liquidation de la deuxième tranche, le bénéficiaire dépose sur la plateforme, les documents suivants :

1° les états d'avancements détaillés des travaux exécutés (mensuels et cumulatifs) de chaque lot et l'état des révisions contractuelles y afférentes;

2° les déclarations de créance relatives aux travaux;

3° les factures correspondantes.

§ 3. Pour la liquidation du solde de la subvention, le bénéficiaire dépose sur la plateforme :

1° le dossier de décompte final, soit :

a) le relevé détaillé de l'ensemble des factures;

b) le relevé détaillé des travaux exécutés au prix de la soumission approuvée;

c) le cas échéant, le relevé détaillé des travaux modificatifs et/ou supplémentaires exécutés avec justification des prix convenus ainsi qu'un rapport justifiant leur stricte nécessité ou leur caractère imprévisible;

- d) le calcul détaillé de la révision contractuelle;
- e) le relevé détaillé des délais d'exécution reprenant :
- i. les décisions motivées relatives aux arrêts et reprises des travaux;
  - ii. le relevé des jours d'intempéries, de congés payés, de congés légaux...;
  - iii. la décision motivée du maître de l'ouvrage accordant des prolongations éventuelles du délai;
- f) le procès-verbal de réception provisoire;
- g) une attestation du bénéficiaire précisant la date réelle d'achèvement des travaux;
- h) les notes de calculs de pénalités éventuelles à charge de l'adjudicataire;
- i) les notes de calculs des amendes de retard éventuelles à charge de l'adjudicataire;
- j) la décision du maître de l'ouvrage approuvant le décompte final des travaux y compris les travaux supplémentaires et/ou modificatifs;
- k) le cas échéant, l'avis de l'autorité de tutelle ou du service en charge du contrôle interne pour Wallonie-Bruxelles Enseignement;
- l) si T.V.A. au cocontractant, l'attestation de paiement de la T.V.A.;
- 2° le document relatif à l'atteinte de la norme QZEN/NZEB moins 20% visés à l'article 3, 2°;
- 3° les documents relatifs à la comptabilité énergétique visés à l'article 4;
- 4° s'ils n'ont pas déjà été déposés préalablement, les documents relatifs la mutualisation d'espace prévus à l'article 6;
- 5° s'ils n'ont pas déjà été déposés préalablement les documents relatifs à la collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoirs organisateurs visés à l'article 7;
- 6° le document relatif à la connectivité prévu à l'article 8, 3° et 4°;
- 7° le document relatif au quick audit de réemploi prévu à l'article 11, § 3, alinéa 3.

**Art. 32.** Afin de bénéficier de la ou des majoration(s) du taux de subvention prévue(s) à l'article 10, § 2, du décret, le bénéficiaire joint à sa demande de décompte final sur la plateforme, et s'il avait précisé dans sa candidature l'atteinte d'un objectif spécifique pour obtenir une ou des majoration(s) du taux de subvention, le(s) document(s) prévu(s) aux articles 13, 14, 15 et/ou 16 du présent arrêté.

#### CHAPITRE VI. — Obligations du bénéficiaire des subventions

##### Section 1. — Clauses environnementales, sociales et éthiques

**Art. 33.** En application de l'article 14, 2°, du décret, le bénéficiaire de la subvention s'engage à insérer dans les documents de marché de travaux au moins une clause environnementale, sociale et/ou éthique.

Par clauses environnementales, sont visées les clauses environnementales qui ont pour objectif de protéger l'environnement à travers une réduction des impacts qui lui sont portés. Au vu de l'obligation prévue par l'article 11, une clause de réemploi se limitant à imposer 5% de réemploi ne peut être considérée comme rencontrant la présente obligation.

Par clauses sociales, sont visées les clauses qui ont un objectif de politique sociale qui contribue directement au bien-être de la collectivité. Celles-ci peuvent notamment avoir des visées socio-professionnelles (promouvoir la formation, l'insertion et/ou l'intégration de demandeurs d'emplois, d'apprenants, de travailleurs handicapés, etc.) ou lutter contre la discrimination (sur base du genre, de l'origine ethnique, etc.).

Par clauses éthiques, sont visées les clauses qui visent à promouvoir des conditions de travail décentes tant au niveau de la chaîne d'approvisionnement des produits qu'au niveau des conditions de réalisation des services ou des travaux. Elles se distinguent des clauses sociales en ce qu'elles tendent à favoriser les comportements vertueux en lien avec des produits ou des services, généralement réalisés en dehors du territoire belge. Les clauses éthiques fréquentes sont :

- les clauses favorisant le commerce éthique;
- les clauses favorisant le commerce équitable;
- les clauses de lutte contre le dumping social.

##### Section 2. — Marché de service d'auteur de projet

**Art. 34.** En application de l'article 14, 3°, du décret, le bénéficiaire de la subvention dépose, sur la plateforme, le cas échéant, au plus tard au stade de l'accord de principe sur projet visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2° du décret la décision d'attribution prise par le pouvoir adjudicateur et la preuve de la notification ainsi que :

- l'avis de marché de service publié ou
- le cas échéant, la preuve de la consultation de plusieurs prestataires de services ou les lettres d'invitation à remettre une offre de prix.

Dans le cas où un marché de service n'était pas requis, les motifs de cette dispense (marché in-house ou étude réalisée en interne) sont déposés sur la plateforme.

##### Section 3. — Publicité

**Art. 35.** En application de l'article 14, 4°, du décret, si le bénéficiaire dispose d'un site web officiel, de médias sociaux et/ou de bulletins d'information, il doit informer le public du soutien obtenu en :

- plaçant en premier plan sur la page de son site ou sur la publication relative au bâtiment scolaire ou à l'enseignement, le logo de la Fédération Wallonie-Bruxelles accompagné de la mention « Cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles » et
- en fournissant une description succincte du projet, de sa finalité et de ses résultats. Cette description doit mettre en lumière le soutien financier octroyé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Il est également obligatoire de créer un lien vers le site internet du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour les projets menés par Wallonie-Bruxelles Enseignement, la mention « cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles » est remplacée par « Financé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ».

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Dès la mise en œuvre du chantier, un panneau de chantier de dimensions importantes doit être installé en un lieu aisément visible du public. Le support doit être résistant et adapté à un affichage longue durée avec un faible impact environnemental.

Le panneau doit mentionner les informations suivantes :

1° le nom et le principal objectif du projet;

2° le logo de la Fédération Wallonie-Bruxelles accompagné de la mention « Cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles » et

3° le coût total du projet et la contribution financière de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ces éléments doivent occuper au moins 25% du panneau susvisé.

Pour les projets menés par Wallonie Bruxelles Enseignement, la mention « cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles » est remplacée par « Financé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ».

Un modèle est communiqué par l'administration.

§ 2. Lorsque les travaux sont terminés et au plus tard, 3 mois après la fin de ceux-ci, le panneau de chantier doit être remplacé par une plaque explicative permanente ou un panneau permanent de dimensions importantes qui doit être installé(e) dans un lieu aisément visible du public. Par permanent, il faut entendre un délai de 30 ans à dater de l'accord ferme. La plaque ou le panneau reprend les informations suivantes :

1° le nom et le principal objectif du projet;

2° le logo de la Fédération Wallonie-Bruxelles accompagné de la mention « Cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles » et

3° le coût total du projet et la contribution financière de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ces éléments doivent occuper au moins 25% du panneau ou de la plaque susvisés.

Pour les projets menés par Wallonie-Bruxelles Enseignement, la mention « cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles » est remplacée par « Financé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ».

Un modèle est communiqué par l'administration.

**Art. 37.** Si le bénéficiaire organise un événement lié à l'objet de la subvention ou le cas échéant, une activité de communication, la Fédération Wallonie-Bruxelles, via l'Administration, sera informée au moins trois mois à l'avance ou dès sa planification, pour leur donner la possibilité de communiquer sur l'évènement qui doit également être accessible aux médias.

Les éléments suivants seront repris sur les supports et publications émis pour l'occasion :

1° le nom et le principal objectif du projet;

2° le logo de la Fédération Wallonie-Bruxelles accompagné de la mention « Cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles » et

3° le coût total du projet et la contribution financière de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour les projets menés par Wallonie-Bruxelles Enseignement, la mention « cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles » est remplacée par « Financé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ».

**Art. 38.** Si le projet implique des publications (brochures, dépliants, lettres d'informations, affiches, ...), les publications doivent comporter de préférence sur la page de garde, le logo de la Fédération Wallonie-Bruxelles accompagné de la mention « Cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ».

Pour les projets menés par Wallonie-Bruxelles Enseignement, la mention « cofinancé par la Fédération Wallonie-Bruxelles » est remplacée par « Financé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ».

**Art. 39.** Le bénéficiaire s'assure que l'auteur de projet concède, soit par son intermédiaire, soit en direct, au profit de la Communauté française, une utilisation à titre gratuit et non limitée, des images du bâtiment scolaire ayant fait l'objet de la subvention. Néanmoins, le nom de l'architecte est apposé sur tous les supports reprenant l'image.

#### Section 4. — Aliénation du bâtiment scolaire ayant bénéficié de la subvention

**Art. 40.** En application de l'article 16 du décret, en cas d'aliénation d'un bâtiment ayant bénéficié d'une subvention, le pouvoir organisateur ayant décidé d'aliéner son bien communique son intention à l'administration par courrier recommandé dans les plus brefs délais et en tout état de cause avant la publication d'annonces accessibles aux tiers.

L'administration accuse réception du courrier. A compter de cette notification de réception, l'administration dispose d'un délai de six mois pour notifier et permettre aux pouvoirs organisateurs ou société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée par la vente du bâtiment scolaire concerné d'acquiescer le bien.

Si, à l'issue de ce délai, aucun pouvoir organisateur ou société publique d'administration des bâtiments scolaires ne s'est portée acquiesceur, le pouvoir organisateur concerné peut procéder à l'aliénation du bâtiment selon ses modalités.

Si, durant ce délai, un pouvoir organisateur, quel que soit son réseau, ou une société publique d'administration des bâtiments scolaires, manifeste son intérêt d'acquiescer le bien afin d'y maintenir une affectation scolaire, des négociations sont entamées et le bien pourra être acquis soit à la valeur fixée par les parties, soit par préemption au prix offert par un tiers acquiesceur, soit au maximum à la valeur fixée par le Comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement. La Communauté française est invitée pour assister aux négociations. Les parties disposent d'un délai de trois mois à partir du début des négociations pour présenter une offre contre signée ou signer un compromis. A l'issue de ce délai et si le délai de six mois initial est dépassé, le pouvoir organisateur peut procéder à l'aliénation de son bien selon ses propres modalités.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives et finales*

**Art. 41.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française est inséré un article 61/1 rédigé comme suit :

« Article 61/1. Pour les dossiers qui concernent un financement via le Plan d'Investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires, délégation de compétence est donnée au Directeur général adjoint pour procéder et faire procéder à toutes les mesures d'instruction du dossier et pour correspondre, dans le cadre des mesures d'instruction des dossiers, avec tous services et administrations compétents, les octrois d'accords d'éligibilité restant toutefois de la compétence du Ministre.

Délégation de signature est donnée au Directeur général adjoint pour signer, pour autant qu'ils n'impliquent pas un engagement financier complémentaire :

1° tout accord de principe sur projet visé à l'article 22, alinéa 1, 1° et 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> juin 2023 portant exécution du décret relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires ;

2° tout accord ferme sur attribution visé à l'article 26, 1° et 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> juin 2023 portant exécution du décret relatif au plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires ;

3° tout arrêté de décompte final. ».

**Art. 42.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2023

**Art. 43.** Le Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juin 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/42240]

**1 JUNI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 27 april 2023 betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen voor niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 27 april 2023 betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysieke en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op de gendertest van 17 maart 2023 uitgevoerd bij toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 16 maart 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 23 maart 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 28 april 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit advies niet binnen deze termijn werd verleend;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister belast met schoolgebouwen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Decreet: het decreet van 27 april 2023 betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen;

2° administratie: de algemene dienst van de gesubsidieerde schoolinfrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° adjunct-directeur-generaal: de algemene ambtenaar die de leiding heeft van de administratie;

4° projectoproep: de projectoproepen bedoeld in artikel 3, § 1 van het decreet;

5° kandidaat: elke inrichtende macht die onder het toepassingsgebied van deze regeling valt en die een subsidie aanvraagt in het kader van het decreet;

6° begunstigde: de inrichtende machten van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en het secundair onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan, het hoger onderwijs buiten de universiteit, het onderwijs voor sociale promotie, de psycho-medisch-sociale

centra, de internaten of opvangvoorzieningen voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, secundair onderwijs en hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die een toelaatbaarheidsovereenkomst hebben bekomen;

7° regionale dienst: de gedeconcentreerde dienst van de Algemene Dienst voor Gesubsidieerde Schoolinfrastructuren;

8° platform : het IT-platform bedoeld in artikel 3, derde paragraaf, van het decreet waarop de kandidaten hun aanvragen kunnen indienen en waarmee de begunstigden van subsidies de documenten kunnen indienen die krachtens dit besluit vereist zijn voor de stappen bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, van het decreet;

9° besluit van de fysieke en financiële normen van 6 februari 2014: besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 tot vaststelling van de regels die de noodzaak van nieuwe constructies of uitbreidingen en de fysieke en financiële normen voor schoolgebouwen, internaten en psycho-medisch-sociale centra bepalen;

10° minister: de minister belast met schoolgebouwen;

11° week: cyclus van zeven dagen van maandag tot zondag.

## HOOFDSTUK II. — *Aanvraag om het verkrijgen van een toelaatbaarheidsovereenkomst*

*Afdeling 1. — Nadere regels voor de toepassing van de toelaatbaarheidsvoorwaarden van artikel 7 van het decreet*

**Art. 2.** Voor de toepassing van artikel 7, 4°, van het decreet verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde wordt, bij de installatie of de vervanging van verwarmingsinstallaties de voorkeur te geven aan koolstofvrije installaties, waarbij fossiele energie zoals stookolie, kolen of gas als brandstof wordt uitgesloten.

Hij verbindt zich ertoe de bijzondere specificaties in te dienen met de bepalingen waaruit blijkt dat de verplichtingen van dit artikel worden nageleefd.

In geval van onmogelijkheid om technische redenen moet de begunstigde dit rechtvaardigen met een document waarin de redenen voor deze onmogelijkheid worden toegelicht (impact van de keuze voor koolstofvrije energie op een of meer andere gebouwen die niet het voorwerp van de aanvraag zijn en/of een volledig technisch verslag met een berekening van het vermogen, het rendement, de omvang/het type van de uitstoters van de gehele installatie, enz) aan de administratie. In dit geval wordt de voorkeur gegeven aan contracten voor de levering van 100% groene elektriciteit, groen gas (biogas) of groene stookolie met een laag zwavelgehalte (0,01%, maximaal 10 ppm).

In geval van onmogelijkheid om wezenlijke financiële redenen, moet de begunstigde dit rechtvaardigen met een document waarin de redenen voor deze onmogelijkheid worden aangegeven (beschrijving van de werken die nodig zijn om aan de in dit artikel bedoelde verplichting te voldoen en een raming van de kosten van deze werken en een rechtvaardiging van de redenen waarom de kandidaat deze kosten niet kan dragen ondanks de financiële steun van dit mechanisme) aan de administratie. In dat geval geeft zij de voorkeur aan contracten voor de levering van 100% groene elektriciteit, groen gas (biogas) of groene stookolie met een laag zwavelgehalte (0,01%, maximaal 10 ppm).

De administratie beoordeelt dit verzoek om afwijking op basis van de voorgelegde elementen en verleent een met redenen omklede toestemming of weigering.

De neerlegging van het document of de documenten bedoeld in de leden 2 tot 4 vindt plaats in het stadium bedoeld in artikel 5, § 1, 2° en ten laatste in het stadium van vaste overeenstemming over de gunning bedoeld in artikel 5, § 1, 3° van het decreet.

**Art. 3.** Voor de toepassing van artikel 7, 6°, van het decreet betreffende de NZEB (Nearly Zero Energy Building) min 20%-norm in geval van herbouw verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, een verslag in te dienen om na te gaan of de NZEB (Nearly Zero Energy Building) min 20%-norm is bereikt:

1° het EPB-verslag (ingediend op het regionale EPB-platform) en, in voorkomend geval, elk ander eensluitend document waaruit blijkt dat aan de NZEB (Nearly Zero Energy Building) min 20%-eis is voldaan;

2° de definitieve EPB-verklaring (ingediend op het regionale EPB-platform).

Met de NZEB (Nearly Zero Energy Building) min 20%-norm wordt beoogd een prestatieniveau (Ew-waarde of primaire-energieverhouding (PER)) te bereiken dat gelijk is aan maximaal 80% van de geldende regionale de NZEB (Nearly Zero Energy Building)-eis.

De indiening van het document bedoeld in lid 1, 1° vindt plaats in het stadium van de aanvraag van een vaste overeenkomst over de toewijzing bedoeld in artikel 5, § 1, 3° van het decreet.

De indiening van het document bedoeld in lid 1, 2° vindt plaats in het stadium van de aanvraag van de eindafrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 4° van het decreet.

**Art. 4.** Voor de toepassing van artikel 7, 7° van het decreet betreffende de gestandaardiseerde energieboekhouding verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, :

- een of meer foto's van de installatie van de calorimeetapparatuur en/of
- technische gegevens van de geïnstalleerde meter per energiedrager (elektriciteit, gas, olie, biomassa en/of warmtenetten) in te dienen.

De energieboekhouding heeft betrekking op het verbruik voor verwarming gedurende een kalenderjaar en minimaal 30 jaar.

De indiening van dit document of deze documenten vindt uiterlijk plaats in het stadium van de aanvraag van de eindafrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 4° van het decreet.

In het kader van artikel 14, 6°, van het decreet, kan de begunstigde achteraf worden onderworpen aan een controle op de naleving van de in artikel 7, 7°, van het decreet bedoelde verbintenis om een gestandaardiseerde energieboekhouding bij te houden voor het gebouw waarop de subsidie betrekking heeft. De bovengenoemde controle heeft alleen betrekking op de jaren die reeds zijn verstreken tussen de terbeschikkingstelling van het gebouw en de genoemde controle.

**Art. 5.** Voor de toepassing van artikel 7, 8° van het decreet met betrekking tot het onderwijs waarop de gemeenschappelijke kern betrekking heeft, verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, naargelang het soort werk, het soort lokalen en het niveau van het onderwijs bedoeld in bijlage I van dit besluit, de verwachtingen en de stappen van de verantwoording bedoeld in genoemde bijlage na te leven.

De verenigbaarheid van het schoolgebouw met deze verwachtingen wordt geverifieerd aan de hand van de volgende documenten :

1° een toelichtingsnota bij de architectuurplannen;

2° het bestek, de nota van hoeveelheden en de uitvoerings-/speciale technische tekeningen met vermelding van de bepalingen waaruit blijkt dat aan de verplichtingen van dit artikel is voldaan.

De indiening van het document bedoeld in 1° vindt plaats in het stadium van het verzoek om een principieel akkoord over het project bedoeld in artikel 5, § 1, 2° van het decreet.

De indiening van de documenten bedoeld in 2° vindt plaats in het stadium van het verzoek om vaste overeenstemming over de gunning bedoeld in artikel 5, § 1, 3° van het decreet.

**Art. 6.** Voor de toepassing van artikel 7, 9° van het decreet betreffende het delen van ruimten, verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, en voor alle soorten werken, de bezetting van het betrokken gebouw door een derde aan te tonen via de indiening van :

- een toelichtingsnota waarin de mogelijkheid en de bereidheid tot poolen wordt vastgesteld, ondersteund door architectuurplannen (details van de lokalen van het poolbare project, omringende sociaal-culturele en sportieve context, enz.) of

- een door alle partijen ondertekende bezettingsovereenkomst voor de ruimte waaraan wordt gewerkt of

- een document waaruit blijkt dat de te bewerken lokalen een door een overheidsinstantie op gewestelijk, federaal of communautair niveau erkend label hebben waaruit de bereidheid blijkt om ze ter beschikking te stellen, zoals "Atouts-Camps" of

- een nota waarin de redenen voor de niet-uitvoering worden toegelicht. De rechtvaardiging mag dus geen algemene beschouwingen zijn. De rechtvaardiging moet *in concreto* en rekening houdend met de bijzondere kenmerken van het project (doel van de werkzaamheden, ruimtelijke configuratie van het terrein, stedelijke context, sociale/verenigings-/sportcontext, enz.) de precieze en specifieke punten die het mutualiseren (poolen) in het betrokken geval moeilijk of ongeschikt maken

De administratie beoordeelt het ingediende document in functie van de verstrekte elementen.

De indiening van dit document of deze documenten vindt uiterlijk plaats in het stadium van de aanvraag van de eindafrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 4° van het decreet.

**Art. 7.** Voor de toepassing van artikel 7, 10°, van het decreet betreffende de samenwerking inzake infrastructuur tussen netten of tussen inrichtende machten, verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, in voorkomend geval, het bewijs te leveren van de bezetting van het betrokken gebouw door een andere inrichtende macht van hetzelfde of een ander net via :

- een conceptnota waaruit blijkt dat een gezamenlijke infrastructuraanpak met een andere inrichtende macht wordt overwogen (details over de lokalen van het samenwerkingsproject, de omringende schoolcontext, enz. ), of

- een geldig ondertekende overeenkomst tussen alle inrichtende machten of een officieel document waaruit blijkt dat het betrokken gebouw door een andere inrichtende macht van hetzelfde of een ander net wordt betrokken, onverminderd artikel 15, of

- een nota waaruit blijkt dat er binnen een straal van 1 km voor het basisonderwijs, 2 km voor het secundair onderwijs en 10 km voor het hoger onderwijs geen school is die tot een ander netwerk of een andere inrichtende macht behoort. De afstand wordt beoordeeld aan de hand van de kortste wegroute, of

- een nota waarin de redenen voor de niet-uitvoering worden toegelicht. De rechtvaardiging kan dus geen algemene beschouwingen zijn. De rechtvaardiging moet *in concreto* en rekening houdend met de bijzondere kenmerken van het project (doel van de werkzaamheden, ruimtelijke configuratie van de locatie, soort onderwijs, enz.) de precieze en specifieke punten aantonen die samenwerking tussen netwerken of tussen inrichtende machten op het gebied van infrastructuur in het betrokken geval moeilijk of ongeschikt maken.

De administratie beoordeelt het ingediende document in functie van de verstrekte elementen.

Deze verplichting geldt niet voor psycho-medisch-sociale centra en internaten.

De indiening van dit document of deze documenten vindt uiterlijk plaats in het stadium van de aanvraag van de eindafrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 4° van het decreet.

**Art. 8.** Voor de toepassing van artikel 7, 11° van het decreet betreffende de connectiviteit verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, naargelang de werktypologieën, het soort lokalen en het onderwijsniveau bedoeld in bijlage I bij dit besluit, de verwachtingen en de stappen van verantwoording bedoeld in genoemde bijlage na te leven.

De naleving van de connectiviteitseisen wordt gecontroleerd aan de hand van de volgende documenten:

1° het bestek, de meetstaat en de uitvoerings-/speciale technische tekeningen met vermelding van de bepalingen waaruit blijkt dat aan de verplichtingen van dit artikel is voldaan;

2° in voorkomend geval, in geval van de verplichte implementatie van een draadloos netwerk voor een oppervlakte van meer dan 300 m<sup>2</sup>, een overzichtslocatie met ten minste de praktische studie van de Wifi-dekking en de technische beschrijvingen van de uit te voeren ingrepen om ten minste te voldoen aan de in bijlage I bepaalde dekkingsverplichtingen (snelheid, aantal gelijktijdige verbindingen, enz.);

3° het keuringsverslag van de bekabeling volgens de geldende norm afhankelijk van het gebruikte type bekabeling en het "as built" plan van de draadinstallatie;

4° een getuigschrift van goede uitvoering, opgesteld door het speciale technische bureau dat belast is met de conformiteit van het draadloze en/of bedrade netwerk met ten minste de in bijlage I bepaalde verwachtingen en met de normen die van kracht zijn naar gelang van de aard van de gebruikte kabels en apparatuur.

De indiening van de documenten bedoeld in 1° en 2° vindt uiterlijk plaats in het stadium van de aanvraag van een vaste overeenkomst over de gunning bedoeld in artikel 5, § 1, 3° van het decreet.

De indiening van het document bedoeld in 3° en 4° vindt uiterlijk plaats in het stadium van de aanvraag van de eindafrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 4° van het decreet.

**Art. 9.** § 1. Voor de toepassing van artikel 7, 12° van het decreet betreffende de toegankelijkheidsaudit en het inclusief onderwijs verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, :

1° een toegankelijkheidsaudit indienen indien het voorwerp van het werk een mogelijke impact heeft op de toegankelijkheid van het gebouw of de gebouwen;

2° werkzaamheden uit te voeren met het oog op de aanpassing van een schoolgebouw aan personen met beperkte mobiliteit en aan inclusief onderwijs. Deze werkzaamheden moeten voldoen aan de verwachtingen die zijn opgenomen in bijlage I bij dit besluit.

De in lid 1, 1°, bedoelde toegankelijkheidsaudit heeft tot doel het toegankelijkheidsniveau van het gebouw of de gebouwen te verbeteren.

De toegankelijkheidsaudit wordt uitgevoerd door een deskundige van een toegankelijkheidsbureau.

De analysemethode van de audit is gebaseerd op het SECU-E-principe van het ontwerp van de verplaatsingsketen. Deze toegankelijkheidscontrole houdt rekening met :

1° de toepasselijke regionale wetgeving inzake toegankelijkheid en

2° de "Gids voor het ontwerpen van een toegankelijk gebouw".

Hij betreft ten minste het gebouw waarop de aanvraag betrekking heeft. In geval van sloop heeft de audit geen betrekking op het te slopen gebouw, maar alleen op de geplande toestand. De begunstigde moet ten minste de aanbevelingen van de audit met betrekking tot het voorwerp van de werkzaamheden opvolgen.

Indien het om beduidende technische of financiële redenen onmogelijk is één of meer aanbevelingen van het toegankelijkheidsauditverslag op te volgen, kan de begunstigde een afwijking aanvragen. Dit moet naar behoren met redenen worden omkleed via een gemotiveerde nota die uiterlijk in het stadium van het principiële akkoord over het project, bedoeld in artikel 5, § 1, 2° van het decreet, op het platform wordt ingediend. De administratie beoordeelt dit verzoek om vrijstelling op basis van de voorgelegde elementen.

§ 2. De begunstigde dient de volgende documenten op het platform in, onverminderd de in bijlage I genoemde documenten:

1° de audit bedoeld in § 1, eerste lid, 1°;

2° een toelichting bij de projectplannen en

3° het bestek, de meetstaat en de uitvoerings-/bijzondere technische plannen met vermelding van de bepalingen waaruit de naleving van de in dit artikel bedoelde verplichtingen blijkt.

De documenten bedoeld in 1° en 2° worden ingediend in het stadium van het verzoek om principiële akkoord over het project bedoeld in artikel 5, § 1, 2° van het decreet.

De indiening van het in 3° bedoelde document vindt uiterlijk plaats in het stadium van de aanvraag tot vaste overeenkomst over de toewijzing bedoeld in artikel 5, § 1, 3° van het decreet.

**Art. 10.** Voor de toepassing van artikel 7, 13° van het decreet betreffende de verwijdering van asbest verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, de volgende elementen in te dienen :

1° de asbestinventaris, tenzij niet wettelijk vereist, die ten minste het betrokken gebouw en het beheerprogramma (minder dan één jaar oud) omvat, opgesteld overeenkomstig boek VI - titel 3 van het wetboek van arbeidsbescherming, en deze na te leven wat betreft de asbesttoepassingen waarop de werkzaamheden betrekking hebben;

2° in voorkomend geval, de bijzondere specificaties met vermelding van de bepalingen waaruit blijkt dat aan de verplichtingen van dit artikel is voldaan.

De documenten bedoeld in 1° worden ingediend in het stadium van de aanvraag tot principiële instemming met het project bedoeld in artikel 5, § 1, 2° van het decreet.

De indiening van de documenten bedoeld in 2° vindt plaats in het stadium van het verzoek om vaste overeenstemming over de gunning bedoeld in artikel 5, § 1, 3° van het decreet.

**Art. 11.** § 1. Voor de toepassing van artikel 7, 14° van het decreet betreffende de snelle hergebruiksaudit verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, een snelle hergebruiksaudit in te dienen.

Het doel van de snelle hergebruiksaudit is een snel auditverslag op te stellen om de algemene richtsnoeren voor hergebruik vast te stellen. In het verslag moet in voorkomend geval een conclusie worden getrokken over de mogelijkheid tot hergebruik van materialen en uitrusting. Het moet worden opgesteld door een organisatie met de nodige bevoegdheden (ontwerpbureau, bouwkundig projectleider, enz.).

In het kader van de snelle hergebruiksaudit moeten de volgende diensten worden uitgevoerd :

1° analyse van bestaande documenten (PID, tekeningen en technische fiches),

2° de algemene beschrijving van het gebouw en zijn verschillende onderdelen om de ruimtelijke en technische kenmerken ervan vast te stellen (soort structuur, aard van de materialen en technische uitrusting),

3° algemene visuele analyse bezoeken en

4° een inventaris van potentieel herbruikbare materialen, apparaten en uitrusting.

§ 2. Indien uit de hergebruiksaudit blijkt dat er een hergebruikpotentieel is, moet de begunstigde aantonen dat minimaal 5% (in gewicht), desgevallend, afgerond, van de materialen met dit potentieel wordt hergebruikt. Indien het gewicht niet de geschikte meeteenheid blijkt te zijn, wordt een lijst opgesteld van de eenheden of hoeveelheid(den) van wat herbruikbaar is en moet de begunstigde aantonen dat 5% van de eenheden of het bedrag(de bedragen), zo nodig, afgerond, van het genoemde potentieel wordt hergebruikt. Hergebruikpotentieel wordt gedefinieerd als datgene wat minder of evenveel kost als nieuwe materialen, alle kosten meegerekend, en wat in het gebouw of in de schoolvestiging kan worden hergebruikt.

Indien het gebouw dat wordt afgebroken leerlingen herbergt tot de nieuwbouw, verbindt de begunstigde zich ertoe voorrang te geven aan de herinbreng van dit volledige potentieel in een filière voor hergebruik.

De begunstigde dient op het platform om aan te tonen dat hij voldoet aan de in het vorige lid bedoelde verplichting van 5%:

1° de audit bedoeld in § 1 in, en

2° de bijzondere specificaties van het betrokken werkterrein of van een ander schoolterrein, met vermelding van de bepalingen waaruit blijkt dat in de in lid 1 bedoelde toestand aan de verplichtingen van dit artikel is voldaan, of;

3° een bewijs van herinbreng (verkoop, schenking, enz.) in een filière voor hergebruik in de toestand bedoeld in het tweede lid of een verklaring op erewoord dat herinbreng van het volledige potentieel in een filière voor hergebruik de voorkeur zal genieten.

§ 3. Het document bedoeld in § 2, derde lid, 1°, wordt ingediend in het stadium van het principiële akkoord over het project bedoeld in artikel 5, § 1, 2° van het decreet.

De indiening van het document bedoeld in § 2, derde lid, 2° vindt, in voorkomend geval, plaats in het stadium van de vaste overeenkomst over de verdeling bedoeld in artikel 5, § 1, 3° van het decreet.

De indiening van het document bedoeld in § 2, derde lid, 3° vindt, indien nodig, plaats in het stadium van de eindafrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 4° van het decreet.

**Art. 12.** Voor de toepassing van artikel 7, 15° van het decreet verbindt de kandidaat zich ertoe, indien hij begunstigde is, de gemineraliseerde oppervlakte niet te vergroten, behalve in geval van vergroting van de bebouwde oppervlakte van het schoolgebouw, en de vergroening en begroeiing van de ruimten te bevorderen.

Hij verbindt zich ertoe een toelichting bij de plannen te voegen. Deze toelichting kan eventueel bestaan uit het gebruik van het instrument van Biodiversiteitspotentieel-oppervlaktefactor (BAF+) om het project te evalueren door rekening te houden met de biodiversiteit van het (de) kadastrale perceel(en) waarop de werkzaamheden worden uitgevoerd en dat het voorwerp uitmaakt van de subsidieaanvraag. Het kan worden ingevuld voor de uitgangstoestand en de verwachte toestand. ABF+ is bedoeld als een instrument dat een vereenvoudigde globale benadering van de bestaande toestand biedt en een te bereiken doel vaststelt.

Het document wordt ingediend in het stadium van het principiële akkoord over het project bedoeld in artikel 5, § 1, 2° van het decreet.

Deze bepaling is niet van toepassing op toegangswegen en in gevallen waarin zij in strijd is met een andere bepaling van dit besluit. In dit (deze) geval(len) en in elk geval geeft de begunstigde van de subsidie de voorkeur aan drainerende oppervlakken.

*Afdeling 2. — Nadere regels voor de toepassing van het verhoogde financieringspercentage bedoeld in artikel 10, § 2 van het decreet*

**Art. 13.** Om het verhoogde subsidiepercentage bedoeld in artikel 10, § 2, 1° van het decreet te genieten, moet de begunstigde bij het indienen van zijn aanvraag vermelden dat hij behoort tot het gedifferentieerd onderwijs van klasse 1, 2 of 3 overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 dat een gedifferentieerd kader organiseert binnen de scholen van de Franse Gemeenschap, tot het kwalificerend onderwijs van het gewoon onderwijs of van het onderwijs voor sociale promotie, met uitzondering van de scholen die enkel algemene cursussen organiseren en/of tot het gespecialiseerd onderwijs.

Het behoren tot dit type onderwijs wordt vastgesteld op de datum van de lancering van de desbetreffende oproep tot het indienen van projecten.

**Art. 14.** Om het verhoogde subsidiepercentage van 2% bedoeld in artikel 10, § 2, 2° van het decreet betreffende het bereiken van U-waarden te kunnen genieten, moet de begunstigde een EPB-verslag indienen of een door de projectontwikkelaar ondertekend verslag waarin de naleving van de waarden wordt vastgesteld in gevallen die niet aan de EPB-eisen zijn onderworpen.

Het document wordt ten laatste ingediend in het stadium van de aanvraag van de eindafrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 4° van het decreet.

**Art. 15.** Om de in artikel 10, § 2, 3° van het decreet betreffende de samenwerking inzake infrastructuur tussen netten of tussen inrichtende machten bedoelde subsidieverhoging van 2% te kunnen genieten, moet de begunstigde een geldig ondertekend overeenkomst tussen alle inrichtende machten of een officieel document overleggen waaruit blijkt dat een andere inrichtende macht van hetzelfde of een ander net het gebouw waarop de werkzaamheden betrekking hebben voor een periode van ten minste drie jaar mede gebruikt.

Dat document wordt ten laatste ingediend in het stadium van de aanvraag van de eindafrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 4° van het decreet.

**Art. 16.** Om in aanmerking te komen voor de verhoging van het subsidiepercentage van 2% bedoeld in artikel 10, § 2, 4° van het decreet betreffende de inrichting of de oprichting, dankzij het project, van een autonome infrastructuur die hetzij het pedagogische continuüm van de gemeenschappelijke kern organiseert, waarin ten minste de leerlingen van het 3de jaar kleuteronderwijs (of van het 1ste jaar lager onderwijs) tot en met het 3de jaar secundair onderwijs, hetzij de lagere graad van het secundair onderwijs (1ste jaar secundair onderwijs tot en met 3de jaar secundair onderwijs), hetzij de hogere graad van het secundair onderwijs (het 4de jaar secundair onderwijs tot en met het 6de jaar secundair onderwijs) worden samengebracht, en dit in functioneel autonome gebouwen, zonder evenwel de mogelijkheid uit te sluiten om bepaalde specifieke lokalen samen te brengen die geen afbreuk doen aan de pedagogische en functionele autonomie van de inrichtingen (zaal lichamelijke opvoeding, zaal voor spektakels, refter, specifieke werkplaats, enz.), dient de begunstigde het volgende in:

- een nota met een beschrijving, aan de hand van plannen, van de uitvoering van deze bepaling en, in voorkomend geval, van de pedagogische partnerschappen tussen inrichtingen die het pedagogische continuüm van de gemeenschappelijke kern organiseren, en

- in gevallen waarin een nieuwe aanvraag voor een werkingssubsidie of een aanvraag voor herstructurering nodig is, het bewijs dat de begunstigde in aanmerking komt voor subsidies of dat de regering instemt met de herstructurering van de onderwijsinstelling(en) betreffende ten minste het 3de kleuterjaar (of het 1ste jaar lager onderwijs) tot en met het 3de jaar secundair onderwijs, of de lager e graad van het secundair onderwijs (1ste jaar secundair onderwijs tot en met 3de jaar secundair onderwijs), of de hogere graad van het secundair onderwijs (4de jaar secundair onderwijs tot 6de jaar secundair onderwijs).

Onder functioneel autonome gebouwen wordt verstaan de gebouwen waarvan de functionaliteit onafhankelijk van elkaar is, met uitzondering van speciale technieken en specifieke noodtoegang.

Deze documenten moeten uiterlijk in het stadium van de aanvraag van de eindafrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 4° van het decreet worden ingediend.



*Afdeling 3.* — In te dienen documenten met toepassing van de artikelen 4, 6, 7 en 8 van het decreet

**Art. 17.** Voor de toepassing van artikel 4, § 1, 1° van het decreet verbindt de kandidaat, indien hij de begunstigde is, zich ertoe om, teneinde de controle van het opvolgen van de renovatiewerken in chronologische volgorde voorzien in bijlage II van het decreet mogelijk te maken, een overzicht in te dienen van de voorgenomen energiebesparende maatregelen waaruit blijkt dat de voornoemde chronologische volgorde van energierenovatie die op het gebouw waarop de aanvraag betrekking heeft, wordt nageleefd, of de redenen waarom van deze volgorde wordt afgeweken (planning van de werken opgesteld na een goedgekeurde audit of bijzondere technische omstandigheden).

Het document wordt ten laatste ingediend in het stadium van het verzoek om een principieel akkoord over het project bedoeld in artikel 5, § 1, 2° van het decreet.

Deze bepaling geldt niet voor nieuwbouw- of herbouwprojecten.

**Art. 18.** Met toepassing van artikel 6 van het decreet dient de kandidaat de volgende documenten of gegevens op het platform in :

1° de door het platform gevraagde identificatiegegevens (volledige gegevens van de kandidaat, gegevens over de inrichting, gegevens over de vestigingsplaats, gegevens over de contactpersoon, adres, FASE-nummer, houder van een zakelijk recht op het gebouw en/of het terrein, gewoon, gekwalificeerd, gedifferentieerd of gespecialiseerd onderwijs, enz.);

2° de beraadslaging of de met redenen omklede beslissing waarbij de kandidaat over het principe van de werken beslist, de subsidie aanvraagt en, in voorkomend geval, de tussenkomst van het Garantiefonds aanvraagt;

3° het kadastrale plan van het perceel waarop de aanvraag betrekking heeft;

4° in voorkomend geval, met toepassing van artikel 4, § 1, 2. van het decreet, in geval van afbraak en heropbouw, een nota waarin de technische, pedagogische en/of financiële redenen worden uiteengezet waarom de renovatie van het betrokken gebouw niet mogelijk of redelijk is. In het geval van afbraak van een gebouw zonder wederopbouw, naast het doel van de werken, een nota waarin de redenen voor de sanering van een gevaarlijke of ongezonde situatie op het betrokken schoolterrein worden uiteengezet;

5° een fotoreportage die het gebouw vanuit verschillende buiten- en binnenaanzichten toont en, in voorkomend geval, die de onder 4) bedoelde nota illustreert;

6° de raming van de kosten van de werken per globale post (sloop(en), bouw(en), modernisering, zaal voor lichamelijke opvoeding, omgeving, overdekte speelplaats(en));

7° elk element dat een volledig begrip van het project van de kandidaat mogelijk maakt (in voorkomend geval is er, ter informatie, voor dossiers die verband houden met de schade in de zin van artikel 11, § 1 van het decreet, een document dat het bedrag van de tegemoetkoming van de verzekering en/of enig ander steunmechanisme vaststelt).

**Art. 19.** Onverminderd de artikelen 2 tot en met 12 dient de kandidaat op het platform de volgende documenten in om de administratie in staat te stellen de voorwaarden om in aanmerking te worden genomen bedoeld in artikel 7 van het decreet te controleren :

1° een beschrijving van de voorziene werken en programma;

2° bijlage I bij het decreet "Instrument voor de waardering van de staat van het gebouw" aangevuld met de warmteverliesgevende muuropervlakken in de cellen E14 tot en met E40 van de rubriek "Energiebalans", alsmede het renovatiepercentage in de cellen P88, P110, P128, P146 en P151 van de rubriek "Waardering", teneinde het percentage warmteverliesgevende muuropervlakken vast te stellen die door de werken zijn betrokken of na 2010 werden gerenoveerd en in de berekening worden beoordeeld overeenkomstig artikel 7, 4, van het decreet;

3° de vereenvoudigde plannen van het gebouw met afmetingen op een representatieve schaal (plannen, ten minste de gevels), met uitzondering van geprefabriceerde gebouwen, zoals modules of RTG's, die gesloopt moeten worden en waarvoor standaardplannen mogen worden gebruikt, mits de toegevoegde afmetingen een elementaire verificatie van de in het instrument voor de beoordeling van de staat van het gebouw gecodeerde gegevens mogelijk maken;

4° de verbintenis om de artikelen 2 tot en met 12 na te leven ingeval een akkoord om in aanmerking te worden genomen wordt toegekend.

**Art. 20.** Om de administratie in staat te stellen de prioriteitscriteria bedoeld in artikel 8, § 1 van het decreet te controleren, kan de kandidaat op het platform de volgende documenten indienen :

1° krachtens artikel 8, § 1, van het decreet :

a) bijlage I "Instrument voor de beoordeling van de staat van het gebouw" van het decreet, ingevuld door een technicus zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 1° van het decreet op basis van vereenvoudigde plannen van het gebouw met afmetingen op een representatieve schaal (plannen, gevels);

b) de documenten bedoeld in bijlage II bij dit besluit "Lijst van documenten die moeten worden ingediend voor het invullen van bijlage I bij het decreet "Instrument voor de beoordeling van de staat van het gebouw";

2° krachtens artikel 8, § 1, 2° van het decreet, technische bewijsstukken van de ernstige infrastructurele schade (verliesstaat, foto's, enz.) en, in voorkomend geval, alle verzekeringsdocumenten voor het schoolgebouw dat ernstige infrastructurele schade heeft geleden en gelegen is in een gebied dat getroffen is door de overstromingen van juli 2021 bedoeld in artikel 1, 6, van het decreet;

3° krachtens artikel 8, § 1, 3° van het decreet moet een energieaudit, zoals voorzien door de gewestelijke wettelijke en reglementaire bepalingen en die betrekking heeft op tertiaire gebouwen, uitgevoerd door een door het bevoegde Gewest erkende auditor, op de volledige vestigingsplaats of op het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van de werken, bijgehouden worden.

### HOOFDSTUK III. — Verzoek om principieel akkoord over het project

#### *Afdeling 1.* — Procedure en termijnen

**Art. 21.** § 1. Binnen 18 maanden na de toekenning van het akkoord om in aanmerking te worden genomen dient de begunstigde zijn aanvraag voor een principieel akkoord over het project samen met de in de artikelen 23 en 24 bedoelde documenten in op het platform.

Een begunstigde wiens aanvraag om redenen buiten zijn wil niet binnen de termijn voorgeschreven in het eerste lid kan worden ingediend, krijgt een verlenging van maximaal zes maanden mits de indiening van een met redenen omklede aanvraag bij de bevoegde regionale dienst vijf weken vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in het eerste lid.

Bij het verstrijken van de termijn bedoeld in het eerste lid, die kan worden verlengd, en indien de begunstigde geen actie en/of stappen onderneemt, behoudt de administratie zich het recht voor de begunstigde per aangetekende brief te ondervragen om informatie te verkrijgen over de voortzetting of het opgeven van het dossier.

Indien de begunstigde na een periode van drie maanden niet reageert op de in het vorige lid bedoelde brief, zendt de minister de begunstigde zijn beslissing tot intrekking van de subsidie toe.

§ 2. Als het dossier volledig is, analyseert de administratie de aanvraag en organiseert, indien nodig, een begeleidende vergadering. Onverminderd artikel 5, § 3 van het decreet, heeft deze vergadering tot doel het project voor te stellen aan de administratie, de technische, ruimtelijke en financiële richtlijnen te bespreken om de administratie in staat te stellen na te gaan of de voorwaarden om in aanmerking te worden genomen en de eventuele prioriteitscriteria zijn nageleefd.

Indien het dossier onvolledig is, stelt de administratie de begunstigde daarvan in kennis zodat hij het binnen de termijnen bedoeld in § 1 kan aanvullen.

**Art. 22.** Op basis van het door de administratie geanalyseerde dossier neemt de minister zijn beslissing. Deze beslissing kan :

1° gunstig zijn. In dit geval wordt de toekenning van een principiële akkoord over het project verleend. Het houdt in dat de begunstigde toestemming krijgt om een stedenbouwkundige vergunning aan te vragen als dat nog niet het geval was;

2° voorbehouden zijn. In dat geval wordt een principiële akkoord over het project met voorbehoud afgegeven. De aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning kan worden ingediend, indien dit niet reeds het geval was, op voorwaarde dat de documenten worden aangepast rekening houdend met de gemaakte voorbehouden. Indien de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning reeds is aangevraagd of verleend, verbindt de begunstigde zich er in voorkomend geval toe de aanvraag om stedenbouwkundige vergunning te wijzigen indien niet is voldaan aan de voorwaarden van de artikelen 7 en 8 van het decreet;

3° negatief zijn. Indien het dossier onvolledig is ondanks het verzoek van de administratie bedoeld in artikel 21, § 2, tweede lid, of indien de bepalingen van het decreet of van dit besluit niet worden nageleefd. Het moet worden aangepast en opnieuw worden ingediend, zelfs indien de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning reeds loopt of de vergunning reeds werd toegekend.

Indien een van de volgende belanghebbenden (gewestelijke brandweer, overheidsdienst van het Waalse of Brusselse Gewest, enz.) wijzigingen van het project vraagt die betrekking hebben op de voorwaarden om in aanmerking te worden genomen of op de prioriteitsvoorwaarden, moet de begunstigde van de subsidie dit melden aan de administratie, die nagaat of de wijzigingen in overeenstemming zijn met de voorwaarden en criteria van het decreet en van dit besluit. De administratie beoordeelt, in voorkomend geval, het verzoek tot wijziging ten aanzien van de bepalingen van dit besluit en het decreet waarmee het in strijd is en brengt een met redenen omkleed advies uit aan de minister die de gevraagde wijziging aanvaardt of weigert.

#### *Afdeling 2. — In te dienen documenten*

**Art. 23.** De begunstigde voegt bij zijn aanvraag en op het platform de volgende documenten toe :

1° het formulier voor de controle op de naleving van de fysieke en financiële normen overeenkomstig het besluit van 6 februari 2014 betreffende de fysieke en financiële normen;

2° de beraadslaging of beslissing waarbij de begunstigde het project en de raming goedkeurt en de subsidie aanvraagt;

3° Het Totem-verslag, het instrument voor de beoordeling van het milieueffect van het gebouw of de gebouwen waarvoor de subsidie wordt toegekend,

a. in de huidige staat van het (de) gebouw(en) en

b. in zijn/haar gesloopte staat, in voorkomend geval en

c. in zijn/hun geplande staat, met inbegrip van het nieuwe project in geval van wederopbouw indien de begunstigde in staat is dit te verstrekken.

4° indien van toepassing, het bewijs/de bewijzen die door de regionale EPB-wetgeving aanvaardbaar worden geacht voor de wand(en) met warmteverlies die reeds na 2010 is/zijn gerenoveerd en is/zijn opgenomen in de berekening van het percentage van berekening van de wand (>35% of >65%);

5° de documenten betreffende de overheidsopdracht voor diensten bedoeld in artikel 34;

6° een samenvatting van de voorgenomen energiebesparende maatregelen waaruit blijkt dat de chronologische volgorde van de energierenovatie die op het gebouw moet worden toegepast, in acht wordt genomen, of de redenen waarom daarvan wordt afgeweken zoals bepaald in artikel 17;

7° in voorkomend geval, een nota waarin de naleving van de aanbevelingen van de in artikel 20, 3°, bedoelde energieaudit wordt gemotiveerd.

**Art. 24.** Om de administratie in staat te stellen na te gaan of aan de toelaatbaarheidscriteria bedoeld in artikel 7 van het decreet is voldaan, moet de begunstigde op het platform de volgende documenten indienen :

1° de plannen van het project zoals deze zullen worden ingediend of, in voorkomend geval, reeds zijn ingediend, bij de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning. Indien reeds ingediend, de bevestiging van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning en, in voorkomend geval, de stedenbouwkundige vergunning en de bijlagen daarbij, met inbegrip van het verslag van de regionale brandweerdienst;

2° in voorkomend geval, indien het reeds bestaat, overeenkomstig artikel 2, ingeval het om belangrijke technische of financiële redenen onmogelijk is voorrang te geven aan koolstofarme installaties, een document dat deze onmogelijkheid rechtvaardigt;

3° het document van de gemeenschappelijke kern bedoeld in artikel 5, 1°;

4° indien zij reeds bestaan, de in artikel 6 bedoelde documenten betreffende de mutualisering;

5° indien deze reeds bestaan, de documenten betreffende de in artikel 7 bedoelde infrastructurele samenwerking tussen netwerken of tussen inrichtende machten;

6° indien zij reeds bestaan, de documenten betreffende de connectiviteit bedoeld in artikel 8, 1°;

- 7° de documenten betreffende de toegankelijkheidsaudit en het inclusief onderwijs in artikel 9, § 2, 1° en/of 2°, indien van toepassing;
- 8° de asbestgerelateerde documenten bedoeld in artikel 10, 1°, indien zij niet bij de kandidatuur zijn ingediend;
- 9° in voorkomend geval, het document betreffende de snelle hergebruiksaudit zoals bedoeld in artikel 11, § 3, eerste lid;
- 10° het document betreffende de vergroening en herbeplanting van ruimten zoals bedoeld in artikel 12.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verzoek om vaste gunningsovereenkomst*

##### *Afdeling 1. — Procedure en termijnen*

**Art. 25.** § 1. Binnen 24 maanden na de datum van de beslissing van het principieel akkoord over het project dient de begunstigde op het platform zijn aanvraag om een vaste gunningsakkoord in, samen met de documenten opgesomd in de artikelen 28 en 29.

Een begunstigde wiens aanvraag om redenen buiten zijn wil niet binnen de termijn voorgeschreven in het eerste lid kan worden ingediend, krijgt een eenmalige verlenging van zes maanden indien hij vijf weken vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in het eerste lid een naar behoren gemotiveerde aanvraag indient.

Aan het einde van de termijn bedoeld in het eerste lid, die kan worden verlengd indien de begunstigde geen acties en/of stappen onderneemt, behoudt de administratie zich het recht de begunstigde per aangetekend schrijven te ondervragen om inlichtingen in te winnen over de voortzetting of het opgeven van het dossier.

Indien de begunstigde niet binnen drie maanden op de in het vorige lid bedoelde brief reageert, zendt de minister de begunstigde de beslissing tot intrekking van de subsidie.

§ 2. De administratie analyseert deze aanvraag en organiseert eventueel een begeleidende vergadering. Onverminderd artikel 5, § 3 van het decreet, heeft deze vergadering tot doel het project voor te stellen aan de administratie, de technische, ruimtelijke en financiële richtlijnen te bespreken zodat de administratie kan nagaan of de voorwaarden om in aanmerking te worden genomen en de eventuele prioriteitscriteria worden nageleefd.

Indien het dossier onvolledig is, stelt de administratie de begunstigde daarvan in kennis zodat hij het binnen de in § 1 genoemde termijnen kan aanvullen.

**Art. 26.** Op basis van het door de administratie geanalyseerde dossier neemt de minister zijn beslissing. Deze beslissing kan :

1° gunstig zijn. In dit geval wordt de toekenning van een vaste gunningsovereenkomst afgegeven, waarbij de kennisgeving van de overheidsopdracht voor werken aan de gekozen inschrijver(s) en de aanvang van de werken worden toegestaan;

2° voorbehouden zijn. In dit geval wordt een vaste gunningsovereenkomst afgegeven. De overheidsopdracht kan worden aangemeld zodra met de gemaakte voorbehouden rekening is gehouden;

3° negatief zijn. Indien het dossier onvolledig is ondanks het verzoek van de administratie bedoeld in artikel 25, § 2, tweede lid, of indien de bepalingen van het decreet of van dit besluit niet worden nageleefd. Het moet worden aangepast en opnieuw worden ingediend, zelfs indien de stedenbouwkundige vergunning reeds werd toegekend.

**Art. 27.** Behoudens de afwijking bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet, mag de gunning van de opdracht door de begunstigde niet worden aangemeld voordat de vaste gunningsovereenkomst is verleend.

In het kader van investeringen, zoals bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet, kan de begunstigde schriftelijke toestemming vragen om de overheidsopdracht voor werken aan te melden en, in voorkomend geval, om vooraf met de werken te beginnen. Daartoe moet hij een gemotiveerde aanvraag tot afwijking indienen bij de adjunct-directeur-generaal waarin hij deze schriftelijke toestemming vraagt.

De administratie gaat na of er sprake is van overmacht buiten de wil van de begunstigde en/of van uiterst dringende aard. In voorkomend geval wordt de toestemming verleend door de adjunct-directeur-generaal.

Deze afwijking is bedoeld om het recht op subsidies te behouden, maar houdt geen vaste verbintenis tot tegemoetkoming door de minister in.

##### *Afdeling 2. — In te dienen documenten*

**Art. 28.** De begunstigde voegt bij zijn aanvraag en op het platform de volgende documenten toe :

1° de beraadslaging of de beslissing waarbij de begunstigde de werken en het (de) bedrag(en) goedkeurt en de subsidie aanvraagt en, in voorkomend geval, opnieuw de wens te kennen geeft dat het Waarborgfonds tegemoetkomt voor het niet door de subsidie gedekte saldo;

2° de geschatte gedetailleerde metingen;

3° een document met de verdeling van de kosten overeenkomstig de fysische en financiële normen, vermeld in het besluit inzake fysische en financiële normen van 6 februari 2014;

4° in voorkomend geval, met toepassing van artikel 2, indien het om belangrijke technische of financiële redenen onmogelijk is voorrang te geven aan installaties met een laag koolstofgehalte, een document dat deze onmogelijkheid rechtvaardigt;

5° in geval van herbouw of nieuwbouw, de documenten met betrekking tot de QZEN/NZEB-norm minus 20% zoals bedoeld in artikel 3, 2.;

6° het technisch bestek (en de technische specificaties), waaruit blijkt dat de verplichtingen bedoeld in de artikelen 2, 5, 8, 9, 10, 11, § 3, tweede lid, en 33 worden nageleefd;

7° het bewijs dat de begunstigde, of alle instellingen bedoeld in artikel 13 van het decreet, een zakelijk recht heeft dat hem het gebruik van het schoolgebouw waarop de subsidie betrekking heeft gedurende ten minste 30 jaar vanaf de datum van de toekenning van de vaste gunningsovereenkomst garandeert. Dit bewijs kan worden geleverd door een authentieke akte, een erfpachtovereenkomst of elk ander bewijsstuk dat wordt geregistreerd;

8° de stedenbouwkundige vergunning en de bijlagen ervan, met inbegrip van het verslag van de regionale brandweerdienst;

9° indien van toepassing, het bewijs/de bewijzen die door de regionale EPB-wetgeving aanvaardbaar worden geacht voor de wand(en) met warmteverlies die reeds na 2010 is/zijn gerenoveerd en is/zijn opgenomen in de berekening van het percentage van de berekening van de wanden (>35% of >65%);

10° het door de regering bij de oproep tot projecten meegedeelde instrument, te weten het Totem-verslag, indien dit niet werd ingediend in het stadium van het verzoek om een principiële akkoord over het project, waarin de milieueffecten worden beoordeeld van het (de) gebouw(en) waarvoor de subsidie wordt verleend in zijn (hun) geplande staat, met inbegrip van het nieuwe project in geval van wederopbouw;

11° in voorkomend geval, indien zij reeds bestaan en niet werden ingediend in het stadium van het verzoek om een principiële akkoord over het project, de documenten bedoeld in artikel 6 betreffende het gedeeld gebruik van de ruimte;

12° in voorkomend geval, indien zij reeds bestaan en niet werden ingediend in het stadium van het verzoek om een principiële akkoord over het project, de documenten bedoeld in artikel 7 betreffende de infrastructurele samenwerking;

13° in geval van een afwijking zoals bedoeld in artikel 27, de informatie volgens dewelke de werken voorafgaand zijn aangevangen overeenkomstig de eerder verleende vergunning of de datum waarop de werken zullen aanvangen.

14° indien van toepassing, in het geval van de verplichte implementatie van een draadloos netwerk voor ruimten groter dan 300 m<sup>2</sup>, de onderzoekslocatie met inbegrip van ten minste de praktische studie van de WiFo-dekking en de technische beschrijvingen van de uit te voeren werkzaamheden om ten minste te voldoen aan de dekkingsbeperkingen gedefinieerd in bijlage I (doorvoer, aantal gelijktijdige verbindingen, enz.). dienst die belast is met de interne controle voor WBE.

**Art. 29.** Om de administratie in staat te stellen de naleving van de verplichtingen van de begunstigde krachtens artikel 14, 2° van het decreet te controleren, moet de kandidaat de volgende documenten voor de overheidsopdracht voor werken op het platform indienen :

1° het bestek - administratieve clausules;

2° het bestek - technische clausules;

3° het algemene gezondheids- en veiligheidsplan;

4° plannen voor architectuur en speciale technieken;

5° de gedetailleerde meter van de kavels;

6° een kopie van de bekendmaking van de aankondiging van de opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen en, in voorkomend geval, in het Publicatieblad van de Europese Unie of de lijst van geraadpleegde ondernemingen en het bewijs van de raadpleging;

7° de notulen van de opening van de offertes;

8° alle ontvangen offertes, inclusief bijlagen;

9° het verslag met de analyse van de offertes en de bijlagen (controle van de sociale en fiscale verplichtingen ("telemarc"-attesten, enz.), brieven met verzoeken om prijsverantwoording en de antwoorden van de ondernemers, brieven met verzoeken om aanvullingen en ontvangen bewijsstukken, enz.);

10° de vergelijking van de offertes in een excel-tabel of een equivalent daarvan;

11° de met redenen omklede gunningsberaadslaging/beslissing van de inrichtende macht waarbij de gekozen inschrijver(s) wordt/worden aangewezen en het bedrag van de werken wordt vastgesteld;

12° het bewijs van verlenging van de verbintenistermijn voor de betrokken inschrijver, indien van toepassing;

13° in voorkomend geval, het advies van de toezichthoudende autoriteit voor het officiële gesubsidieerde net of van de dienst die belast is met de interne controle voor WBE.

## HOOFDSTUK V. — Uitbetalingen en eindafrekening

### Afdeling 1. — Procedure en termijnen

**Art. 30.** § 1. Binnen 12 maanden na de datum van het verzoek om een vaste gunningsovereenkomst dient de begunstigde op het platform zijn eerste aanvraag tot vrijgave van de schijven bedoeld in artikel 19, 1° van het decreet (voor de opdracht tot aanvang van de werken) in, samen met de documenten opgesomd in artikel 31, § 1.

Een begunstigde wiens aanvraag om redenen buiten zijn wil niet binnen de termijn voorgeschreven in het eerste lid kan worden ingediend, krijgt een verlenging van ten hoogste zes maanden, op voorwaarde dat hij vijf weken vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in het eerste lid een met redenen omklede aanvraag indient.

Aan het einde van de termijn bedoeld in het eerste lid, die eventueel kan worden verlengd, indien de begunstigde geen actie of stappen onderneemt, behoudt de administratie zich het recht de begunstigde per aangetekende brief te ondervragen om zijn voornemens met betrekking tot het opvolgen van zijn dossier te vernemen.

Indien de begunstigde na een periode van drie maanden niet reageert op de in het vorige lid bedoelde brief, zendt de minister de begunstigde zijn beslissing tot intrekking van de subsidie toe.

§ 2. De begunstigde beschikt over een termijn van 24 maanden na de effectieve aanvangsdatum van de werken om de tweede aanvraag tot vrijgave bedoeld in artikel 19, 2° van het decreet (50 % van de werken is voltooid) in te dienen samen met de documenten opgesomd in artikel 31, § 2.

Na de voltooiing van de werken moet de begunstigde de eindafrekening bedoeld in artikel 19, 3° van het decreet op het platform indienen samen met de documenten opgesomd in artikel 31, § 3, ten laatste binnen 36 maanden vanaf de betaling van de tweede schijf bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf.

Een begunstigde wiens aanvraag om redenen buiten zijn wil niet binnen de termijn voorgeschreven in het eerste en het tweede lid kan worden ingediend, krijgt een verlenging van ten hoogste zes maanden, mits hij vijf weken vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in het eerste lid een met redenen omklede aanvraag indient.

Indien de begunstigde van de subsidie de administratie de documenten niet binnen de termijnen bedoeld in het eerste en het tweede lid bezorgt, behoudt de administratie zich het recht de begunstigde per aangetekend schrijven te ondervragen om zijn bedoelingen bij het opvolgen van zijn dossier te vernemen.

Indien de begunstigde na een periode van drie maanden niet reageert op de in het vorige lid bedoelde brief, zendt de minister de berekening van het definitieve subsidiebedrag door en sluit hij het dossier af. Dit definitieve subsidiebedrag wordt berekend op basis van de ingediende betalingsaanvragen. Het verschil tussen dit eindbedrag en het totaal van de reeds verrichte betalingen wordt door de administratie teruggevorderd.

§ 3. De betaling van de schijven van de subsidie wordt in voorkomend geval berekend op basis van de percelen van de betrokken overheidsopdracht.

*Afdeling 2. — In te dienen documenten*

**Art. 31.** § 1. Voor de uitbetaling van de eerste schijf dient de begunstigde op het platform de volgende documenten in :

- 1° de kennisgeving van de overheidsopdracht aan het bedrijf;
- 2° het bevel om met de werken te beginnen;
- 3° in voorkomend geval, het bewijs van het stellen van de borgtocht;
- 4° de stand van zaken nr. 0 (bestelbon) voor elk toegewezen perceel.

§ 2. Voor de uitbetaling van de tweede schijf dient de begunstigde de volgende documenten in op het platform:

- 1° de gedetailleerde standen van zaken over de uitgevoerde werken (maandelijks en cumulatief) voor elk perceel en de desbetreffende contractuele herzieningen;
- 2° de schuldvorderingen voor de werken;
- 3° de bijhorende facturen.

§ 3. Voor de uitbetaling van het saldo van de subsidie dient de begunstigde op het platform het volgende in:

- 1° het dossier van de eindafrekening, d.w.z. :
  - a) het gedetailleerde overzicht van alle facturen;
  - b) het gedetailleerde overzicht van de uitgevoerde werken tegen de goedgekeurde aanbestedingsprijs;
  - c) in voorkomend geval, een gedetailleerd overzicht van de uitgevoerde wijzigende en/of aanvullende werken, met motivering van de overeengekomen prijzen, en een verslag waarin de strikte noodzaak of de onvoorzienbaarheid van deze werken wordt gerechtvaardigd;
  - d) de gedetailleerde berekening van de contractuele herziening;
  - e) een gedetailleerd overzicht van de uitvoeringstermijnen, met inbegrip van :
    - i. de gemotiveerde beslissingen om de werken te stoppen en te hervatten;
    - ii. de registratie van dagen met slecht weer, betaald verlof, wettelijk verlof, enz;
    - iii. de gemotiveerde beslissing van de bouwheer tot toekenning van eventuele verlengingen van de termijn;
  - f) het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;
  - g) een verklaring van de begunstigde waarin de werkelijke datum van voltooiing van de werken is vermeld;
  - h) de berekening van eventuele door de gekozen inschrijver te betalen boetes;
  - i) de berekening van eventuele boetes voor te late betaling die door de geselecteerde inschrijver moeten worden betaald;
  - j) de beslissing van de bouwheer tot goedkeuring van de eindafrekening van de werken, met inbegrip van aanvullende en/of wijzigende werken;
  - k) in voorkomend geval, het advies van de toezichthoudende autoriteit of de dienst belast met de interne controle van Wallonie-Bruxelles Enseignement;
  - l) in geval van btw aan de medecontractant, het bewijs van betaling van de btw.
- 2° het document betreffende het bereiken van de norm QZEN/NZEB min 20% bedoeld in artikel 3, 3°;
- 3° de documenten betreffende de energieboekhouding bedoeld in artikel 4;
- 4° indien deze nog niet zijn ingediend, de documenten betreffende de in artikel 6 bedoelde verdeling van de ruimte;
- 5° indien deze nog niet zijn ingediend, de documenten betreffende de in artikel 7 bedoelde infrastructurele samenwerking tussen netten of tussen inrichtende machten;
- 6° het document betreffende de connectiviteit bedoeld in artikel 8, 2°;
- 7° het document betreffende de snelle hergebruiksaudit bedoeld in artikel 11, § 3, derde lid.

**Art. 32.** Om van de verhoging(en) van het subsidiepercentage bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet, te kunnen genieten, moet de begunstigde bij zijn aanvraag voor een eindafrekening op het platform, en indien hij in zijn aanvraag had vermeld dat hij een specifieke doelstelling had bereikt om een verhoging(en) van het subsidiepercentage te verkrijgen, het/de document(en) bedoeld in de artikelen 13, 14, 15 en/of 16 van dit besluit voegen.

*HOOFDSTUK VI. — Verplichtingen van de subsidieontvanger*

*Afdeling 1. — Milieu-, sociale en ethische clausules*

**Art. 33.** Met toepassing van artikel 14, 2°, van het decreet verbindt de begunstigde van de subsidie zich ertoe ten minste één clausule op het milieu-, sociaal en/of ethisch gebied in de documenten van de overheidsopdracht op te nemen.

Onder milieuclausules worden verstaan de milieuclausules die tot doel hebben het milieu te beschermen door de gevolgen voor het milieu te verminderen.

In het licht van de verplichting van artikel 11 kan een hergebruiksclausule die zich beperkt tot het opleggen van 5% hergebruik niet worden geacht aan deze verplichting te voldoen.

Onder sociale clausules worden verstaan de clausules met een doelstelling van sociaal beleid die rechtstreeks bijdraagt tot het welzijn van de collectiviteit. Deze kunnen inzonderheid sociaal-professionele doelstellingen hebben (bevordering van de opleiding, integratie en/of inpassing van werkzoekenden, lerende mensen, gehandicapte werknemers, enz.) of discriminatie bestrijden (op grond van gender, etnische afkomst, enz.).

Onder ethische clausules worden verstaan de clausules die gericht zijn op het bevorderen van fatsoenlijke arbeidsvoorwaarden, zowel in de toeleveringsketen van producten als in de omstandigheden waarin diensten of werken worden verricht. Zij onderscheiden zich van sociale clausules doordat zij de voorkeur geven aan deugdelijk gedrag met betrekking tot producten of diensten, die over het algemeen buiten het Belgische grondgebied worden verricht. De voorkomende ethische clausules zijn:

- clausules ter bevordering van ethische handel;
- clausules ter bevordering van eerlijke handel;
- clausules tegen sociale dumping.

*Afdeling 2: — Overheidsopdracht voor diensten van auteur van project*

**Art. 34.** Met toepassing van artikel 14, 3°, van het decreet, legt de begunstigde van de subsidie uiterlijk in het stadium van het principiële akkoord over het project bedoeld in artikel 5, § 1, 2° van het decreet, de door de aanbestedende overheid genomen gunningsbeslissing en het bewijs van kennisgeving in, alsook :

- de bekendgemaakte aankondiging van de overheidsopdracht voor diensten of
- in voorkomend geval, het bewijs van raadpleging van verscheidene dienstverleners of brieven met uitnodigingen tot inschrijving.

Indien een overheidsopdracht voor diensten niet vereist was, worden de redenen voor deze vrijstelling (in-house overheidsopdracht of studie intern uitgevoerd) op het platform ingediend.

*Sectie 3. — Bekendmaking*

**Art. 35.** Met toepassing van artikel 14, 4°, van het decreet moet de begunstigde, indien hij over een officiële website, sociale media en/of informatieblad beschikt, het publiek op de hoogte brengen van de steun door:

- het logo van de Federatie Wallonië-Brussel op de voorgrond te plaatsen op de pagina van zijn website of op de bekendmaking met betrekking tot het schoolgebouw of het onderwijs, samen met de vermelding "Medegefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel" en

- een korte beschrijving van het project, het doel en de resultaten ervan te geven. Deze beschrijving moet de financiële steun van de Federatie Wallonië-Brussel benadrukken.

Een link naar de website van de regering van de Federatie Wallonië-Brussel is eveneens verplicht.

Voor de door Wallonie-Bruxelles Enseignement uitgevoerde projecten worden de woorden "Medegefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel" vervangen door "Gefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel".

**Art. 36.** § 1. Zodra de bouwplaats begint, moet een groot bord worden aangebracht op een voor het publiek goed zichtbare plaats. Het bord moet bestendig zijn en geschikt voor langdurige vertoning met een geringe impact op het milieu.

Het bord moet de volgende informatie bevatten :

1° de naam en het hoofddoel van het project;

2° het logo van de Federatie Wallonië-Brussel met de vermelding "Medegefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel" en

3° de totale kosten van het project en de financiële bijdrage van de Federatie Wallonië-Brussel.

Deze elementen moeten ten minste 25% van het bovengenoemde bord in beslag nemen.

Voor de door Wallonie-Bruxelles Enseignement uitgevoerde projecten worden de woorden "medegefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel" vervangen door de woorden "Gefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel".

De administratie stelt een model ter beschikking.

§ 2. Na voltooiing van de werken, en uiterlijk 3 maanden na het einde ervan, moet het bord op de bouwplaats worden vervangen door een permanente verklarende plaat of een permanent bord van aanzienlijke afmetingen dat op een voor het publiek goed zichtbare plaats moet worden aangebracht. Onder permanent wordt verstaan een termijn van 30 jaar vanaf de datum van de vaste overeenkomst. De plaat of het bord moet de volgende informatie bevatten:

1° de naam en het hoofddoel van het project;

2° het logo van de Federatie Wallonië-Brussel met de vermelding "Medegefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel" en

3° de totale kosten van het project en de financiële bijdrage van de Federatie Wallonië-Brussel.

Deze elementen moeten ten minste 25% van het bord of de plaat in beslag nemen.

Voor de door Wallonie-Bruxelles Enseignement uitgevoerde projecten worden de woorden "medegefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel" vervangen door "gefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel".

De administratie stelt een model ter beschikking.

**Art. 37.** Indien de begunstigde een evenement organiseert dat verband houdt met het voorwerp van de subsidie of, in voorkomend geval, een communicatieactiviteit, wordt de Federatie Wallonië-Brussel via de Administratie ten minste drie maanden tevoren of zodra het gepland is, op de hoogte gebracht, zodat zij over het evenement, dat ook voor de media toegankelijk moet zijn, kan communiceren.

De volgende elementen zullen worden opgenomen in de dragers en de publicaties die voor de gelegenheid worden uitgegeven:

1° de naam en het hoofddoel van het project;

2° het logo van de Federatie Wallonië-Brussel met de vermelding "Medegefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel" en

3° de totale kosten van het project en de financiële bijdrage van de Federatie Wallonië-Brussel.

**Art. 38.** Indien het project publicaties omvat (brochures, folders, nieuwsbrieven, affiches, enz.), moeten de publicaties bij voorkeur op de voorpagina het logo van de Federatie Wallonië-Brussel bevatten, samen met de vermelding "Medegefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel".

Voor de door Wallonie-Bruxelles Enseignement uitgevoerde projecten worden de woorden "Medegefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel" vervangen door de woorden "Gefinancierd door de Federatie Wallonië-Brussel".

**Art. 39.** De begunstigde zorgt ervoor dat de auteur van het project, hetzij via zijn tussenpersoon, hetzij rechtstreeks, ten voordele van de Franse Gemeenschap, een vrij en onbeperkt gebruik toestaat van de beelden van het schoolgebouw dat het voorwerp uitmaakt van de subsidie. Niettemin wordt de naam van de architect aangebracht op alle dragers die de beelden bevatten.

*Afdeling 4. — Vervreemding van het gesubsidieerde schoolgebouw*

**Art. 40.** Met toepassing van artikel 16 van het decreet, in geval van vervreemding van een gebouw dat een subsidie heeft genoten, deelt de inrichtende macht die besloten heeft haar eigendom te vervreemden, haar voornemen zo spoedig mogelijk en in ieder geval vóór de bekendmaking van voor derden toegankelijke aankondigingen per aangetekende brief mee aan de administratie.

De administratie bevestigt de ontvangst van de brief. Vanaf deze kennisgeving van ontvangst beschikt de administratie over een termijn van zes maanden om de inrichtende machten of de bij de verkoop van het schoolgebouw betrokken openbare maatschappij voor het beheer van schoolgebouwen in kennis te stellen en in de gelegenheid te stellen het onroerend goed te verwerven.

Indien aan het einde van deze termijn geen inrichtende macht of openbare maatschappij voor het beheer van schoolgebouwen het gebouw heeft verworven, kan de betrokken inrichtende macht overgaan tot de vervreemding van het gebouw volgens zijn nadere regels.

Indien gedurende deze periode een inrichtende macht, ongeacht zijn net, of een openbare maatschappij voor het beheer van schoolgebouwen haar belangstelling kenbaar maakt om het goed te verwerven teneinde het gebruik ervan als schoolgebouw te behouden, worden onderhandelingen geopend en kan het goed worden verworven hetzij tegen de door de partijen vastgestelde waarde, hetzij door voorkoop tegen de door een derde koper geboden prijs, hetzij tegen de door het Verwervingscomité of de ontvanger van het registratiebureau vastgestelde maximumwaarde. De Franse Gemeenschap wordt uitgenodigd de onderhandelingen bij te wonen. De partijen beschikken over een termijn van drie maanden vanaf het begin van de onderhandelingen om een tegenbod te doen of een compromis te sluiten. Na afloop van deze termijn en indien de oorspronkelijke termijn van zes maanden wordt overschreden, kan de inrichtende macht overgaan tot de vervreemding van haar goed volgens haar eigen procedures.

*HOOFDSTUK VII. — Wijzigingsbepalingen en slotbepalingen*

**Art. 41.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 61/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 61/1. Voor de dossiers betreffende de financiering via het Uitzonderlijke Investeringsplan in schoolgebouwen wordt aan de adjunct-directeur-generaal de bevoegdheid gedelegeerd om alle maatregelen voor het onderzoek van het dossier uit te voeren en te laten uitvoeren en om in het kader van de maatregelen voor het onderzoek van de dossiers te corresponderen met alle bevoegde diensten en administraties, waarbij de toekenning van toelaatbaarheids-overeenkomsten evenwel tot de bevoegdheid van de minister blijft behoren.

De ondertekening wordt gedelegeerd aan de adjunct-directeur-generaal, mits er geen extra financiële verplichtingen inhoudt, voor :

1° elk principieel akkoord over het project bedoeld in artikel 22, eerste lid, 1° en 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 2023 tot uitvoering van het decreet betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen;

2° elke vaste gunningsovereenkomst bedoeld in artikel 26, 1° en 2° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 2023 tot uitvoering van het decreet betreffende het uitzonderlijke investeringsplan voor schoolgebouwen;

3° elk besluit van eindafrekening."

**Art. 42.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2023.

**Art. 43.** De minister bevoegd voor schoolgebouwen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 juni 2023.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap :

De minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN